LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

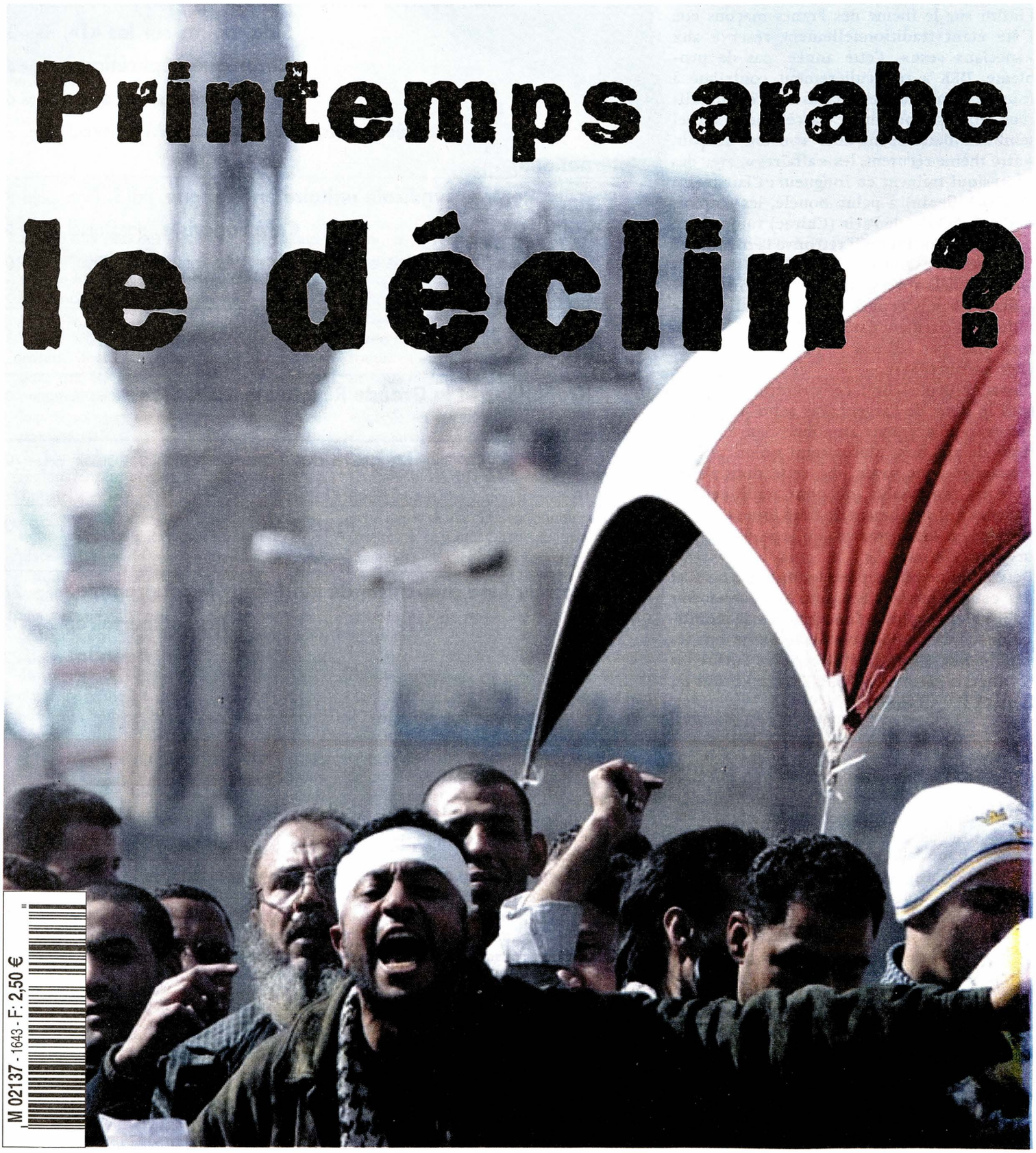
www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1643

du 22 au 28 septembre 2011

Printemps arabe le déclin ?



M 02137 - 1643 - F: 2,50 €

Editorial

Dans la presse dite grande, les marronniers reviennent inlassablement année après année, au gré des saisons: «Spécial vins», «spécial immobilier», «salaires des cadres», «classement des hôpitaux ou des écoles», variations à l'infini sur le thème des Francs-maçons etc. L'été étant traditionnellement réservé aux «spéciaux sexe». Cette année, pas de problème, DSK a particulièrement contribué à fournir journaux et magazines en détails croustillants. Pouvoir et harcèlement sexuel semblent décidément aller souvent de pair. Autre thème récurent, les «affaires», avec des procès qui traînent en longueur: Clairstream (Sarko-Villepin) à peine bouclé, les emplois fictifs de la Ville de Paris (Chirac) toujours en cours en attendant qu'il retrouve la mémoire? Les mises en examens qui pleuvent (les frères Guérini) début d'une nouvelle histoire marseillaise. Et puis, et puis, le fric: les mallettes de billets qui circulent dans certains endroits, qui sont vues par les uns et pas par les autres (Bettancourt/Sarko et encore Chirac/Villepin). Bref, cette rentrée est placée sous le signe de l'argent. Pas celui nécessaire aux travailleurs pour améliorer leurs conditions de vie, non, plutôt celui qu'on va leur demander pour payer une crise dont ils ne sont pas responsable, ou pour renflouer des banques qui continuent de faire joujou avec la bourse via leurs traders, en «perdant» des milliards d'euros.

Des valises de billets pour les uns, des taxes et des coupes budgétaires pour les autres. Sûr qu'il va falloir plus qu'une journée de mobilisation syndicale pour clouer le bec à tous les exploiteurs. S'indigner ne va plus suffire, se révolter va de plus en plus être à l'ordre du jour.

Sommaire

Actualité

La Libye, état des lieux, par Mohamed, *page 3*

Météo syndicale: été indien, par L. Barbesois, *page 4*

Salon du livre anarchiste de Merlieux, par Paco, *page 4*

Sida, points sur les «i», *page 5*

Chronique néphrétique, *page 5*

Des brèves, un strip, *page 6*

Procès Maixol à Bordeaux, J.-M. Raynaud, *page 7*

International

Rentrée syndicale unitaire en Espagne, par R. Pino, *page 8*

Café zapatiste, par Daniel, *page 9*

Bac populaire en Argentine, par Romain et Jessica, *page 10*

Arguments

De la profitation, par A. Zurvan, *page 12*

Histoire

Kropotkine et la Grande Révolution, par P. Sommermeyer, *page 16*

À lire

La geste des sans-papiers, par Silfax, *page 19*

À voir

Prudhommes, par M.-C. Calmus, *page 20*

Mouvement

Salon du livre anarchiste de Merlieux – le programme, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

Tarifs **France et étranger**

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos ◯ 25 €

6 mois, 25 nos ◯ 50 €

1 an, 45 nos ◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à:

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos ◯ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Quelques nouvelles de Tunisie

À PRÈS D'UN MOIS des élections pour l'assemblée constituante, et huit mois après la chute de Ben Ali le 14 janvier dernier, où en sont les Tunisiens ? Faire un état des lieux de la situation est difficile : les informations vérifiables font souvent défaut. Les principaux acquis, liberté d'expression et d'organisation, ont été âprement défendus contre les tentatives de reprise en main par la fraction la plus policière du gouvernement de transition actuel.

L'insurrection populaire, née dans les régions les plus pauvres du centre-ouest de la Tunisie, a chassé le dictateur, certes. Mais les structures de la dictature, son appareil étatique et policier entre autres, sont encore en place, au prix de réarrangements internes. L'unité des premières heures, construite autour du rejet de Ben Ali et de son entourage, a laissé la place à des mouvements contradictoires, qui recoupent la division en classes de la société tunisienne : prolétaires des régions de l'intérieur et membres de la classe moyenne des riches villes côtières, jeunesse au chômage et sans perspective de Sidi Bouzid et fils et filles hyper branchés de la bourgeoisie de Sidi Bou Saïd[1], petits artisans ou commerçants et patron d'entreprises tournées vers l'international : voilà à grands traits quelques-unes des lignes de fracture qui traversent la société.

À quoi s'ajoutent les oppositions, tout aussi importantes, entre les tenants de l'Islam comme force politique et les défenseurs de la laïcité et des droits des femmes. Des débats passionnés, très animés ont eu lieu ces derniers mois sur la place de la religion et sur la laïcité, qui reste un concept mal compris par la majorité des Tunisiens. Les anciennes règles, qui depuis l'indépendance il y a 55 ans reposaient sur la crainte intériorisée de l'autorité, incarnée par la police et le parti unique, ont volé en éclats. La libération de la peur, et la frustration accumulée et tout à coup débondée, ont mis en mouvement des énergies centrifuges et contradictoires. Partout, dans presque tous les segments de la société, des revendications et des attentes ont émergé. Occupations d'usines, blocage de routes et manifestations se succèdent sans presque discontinuer depuis janvier dernier.

La lutte contre la pauvreté est loin d'être engagée, et les populations des régions les plus pauvres ont le sentiment d'avoir été trahies. Les attentes sociales sont très fortes : revendications salariales, créations d'emploi, titularisation des contrats précaires sont les principales demandes, en grande partie insatisfaites à ce jour. Cette situation attise les rancunes : des conflits entre membres de clans familiaux rivaux ont provoqué des affrontements sanglants à plusieurs reprises, et beaucoup de postes de police sont partis en fumée.

Dans les grandes villes, de nombreuses manifestations ont été réprimées par les policiers. Ces derniers ont même protesté devant le siège du gouvernement pour défendre ceux d'entre eux poursuivis dans le cadre des enquêtes sur les assassinats de manifestants de décembre et janvier dernier !

L'autorisation faite aux partis politiques fut couronnée de succès : à ce jour, ce sont 110 partis qui briguent les suffrages ! La course au pouvoir est lancée, avec en pole position le parti d'inspiration islamiste Ennahdha et le PDP, parti démocratique du progrès, ex-parti d'opposition croupion toléré du temps de Ben Ali. Tous les moyens sont bons pour se faire élire : on achète les voix contre monnaies sonnantes et trébuchantes, et la publicité politique use des méthodes les plus éculées de la propagande.

Un grand nombre de Tunisiens, dégoûtés de ce spectacle, n'ont même pas pris la peine de s'inscrire sur les nouvelles listes électorales ! Nombreux et nombreuses sont ceux qui craignent avec raison l'arrivée au pouvoir de Ennahdha, malgré son discours policé et modéré, mais qui est divisé en son sein entre « modernistes » inspirés par l'AKP turc[2] et « traditionnalistes » d'obédience intégriste.

Déjà, on peut voir défiler des groupes de salafistes, comme ceux qui ont tenté d'empêcher la projection du film Ni Allah ni Maîtres de Nadia El Fani en mai dernier à Tunis. Dans l'ombre, s'agitent les habituels magouilleurs : hommes d'affaire écartés par Ben Ali et qui souhaitent revenir aux avant postes, anciens du RCD, l'ex parti unique dissout en février, reconvertis dans l'un des nouveaux partis, ex flics se rachetant une conduite dans la défense des droits de l'homme. Tous les débats de ces derniers mois ont tourné autour de l'assemblée constituante, sur son rôle et ses prérogatives. Les questions de fond, à savoir l'organisation de la société, la lutte contre les inégalités, le modèle économique et productif, toutes ces questions ont été reléguées au deuxième plan. Comme toujours, le jeu politicien, centré sur les élections, tend à prendre toute la place, et à détourner le peuple de ses aspirations révolutionnaires. Les tunisiens ont conscience que la révolution n'est pas accomplie, et qu'il faudra encore bien des luttes pour faire avancer leur pays vers une société plus juste.

Mohamed
groupe Pierre-Besnard

1. Sidi Bouzid : ville pauvre du centre ouest de la Tunisie d'où est parti le mouvement insurrectionnel de décembre 2010.
Sidi Bou Saïd : ville riche de la proche banlieue de Tunis, destination de prédilection d'un certain tourisme argenté…
2. AKP : Parti pour la justice et le développement, ou l'islam est soluble dans le système parlementaire….

Météo syndicale : été indien ?

« Nous sommes unis parce que nous sommes divisés. » Ainsi s'exprimait un délégué syndicaliste de la ville de Sète en 1882[1] Cela était dans l'euphorie de la création des Bourses du Travail ; dans ce qui allait devenir, avec la CGT, le mouvement ouvrier français. A la fin du XIXe siècle cela pouvait avoir une signification fédéraliste ; mais la suite prouva que non...En ce triste début de ce siècle personne ne déclare plus de telles choses... Toutes les boutiques syndicales confondues déplorent la division ou l'ignorent. Il est établi que le mouvement syndical est divisé puisque les partis de gauche le sont. Triste victoire de la voie parlementaire (éphémère nous l'espérons) .

Le patronat, les pouvoirs publics remuent le fer dans la plaie. Les réunions syndicales et ce que l'on a appelé les réunions informelles ont supplanté peu à peu les relations issues du rapport de force. On ne s'appuye plus sur la grogne ouvrière mais sur les divergences syndicales !

Pour parler de ce qui fâche actuellement parlons d'Aulnay, de Valenciennes et de Madrid. Depuis trois ans il y a des plans de régulation de l'emploi dans l'ancien fief de Renault. Ce qui veut dire en français que chômage partiel, préretraites, départs volontaires , suspensions temporaires de contrat de travail sont au menu du profit capitaliste.

Les Commissions ouvrières proches de la CGT française, l'UGT, proche du PS donc (?) de la CFDT, et d'autres, ont signé tous les compromis. Selon le site Internet *Où va la CGT* : « Seule la CGT (Espagnole, NdlR.) (d'obédience anarchosyndicaliste) a refusé de signer. « Syndicat le plus important dans le passé, il a fortement reculé aux dernières élections sans doute la peur des licenciements et la propagande conjointe de la direction et des autres centrales syndicales. »

Pour en rajouter une louche...à Goodyear la répression se montre. 4 procédures de « licenciement pour faute grave avec mise à pied conservatoires. Sont concernés le secrétaire du CE, le secrétaire adjoint, le trésorier adjoint et le secrétaire du syndicat Mickäel Wanen (syndicat_cgt.goodyear.aliceadsl.fr). Le mardi 20 aura lieu un rassemblement de soutien sur le parking de l'usine d'Amiens. Haut les cœurs et vive Pelloutier !

Loulou Barbesois

1. Cité dans *À contretemps* (septembre 2011) en note à l'article « Eclectisme et dimension autodidacte de l'anarchisme ouvrier » de Daniel Colson. Page 7, note 11.

Salon du livre anarchiste de Merlieux 2011

Le grand prix « Ni Dieu Ni Maître » va être attribué à...

La sixième édition du Salon du livre anarchiste de Merlieux (Aisne) se déroulera le 25 septembre. La veille, le grand prix «Ni dieu ni maître» sera attribué à un auteur dont nous devons encore taire le nom. Le suspens est insoutenable.

Merlieux (Aisne), ses 260 habitants, son groupe libertaire Pierre-Kropotkine, son salon du livre anarchiste. Ainsi se résume à peu près la page Wikipédia dédiée à cette commune de moins de six kilomètres carrés située dans le canton d'Anizi-le-Château, non loin de Laon.

Depuis un paquet d'années, une bande d'anarchistes plus ou moins hirsutes a investi le village picard pour y créer un athénée libertaire. Les activités y sont multiples. Entre les débats de la bibliothèque sociale, les repas conviviaux, les actions diverses à Merlieux et au-delà (le 18 juin, les militants sont allés pousser la chansonnette à Paris devant des policiers qui n'aiment visiblement pas du tout les refrains de Georges Brassens), les activistes ont encore le temps de préparer des salons du livre anarchiste réputés.

Les anars en sont à la sixième édition. Depuis 2003, de nombreux écrivains s'y pressent. Les affiches sont signées par des pointures. Après Tardi, Siné et Tignous, c'est Cabu qui s'y colle cette année. Les festivités vont commencer une nouvelle fois la veille au soir avec l'attribution du grand prix «Ni dieu ni maître». Dans une ambiance électrique où l'on croise d'étranges personnages habillés en diable, en bonne sœur, en juge, en colonel, en moine bouddhiste et autres curiosités, le prix tant attendu ira à un ouvrage d'art qui a été remarqué, nous dit-on, par les plus hautes autorités culturelles de ce beau pays. Aucun membre du jury n'a voulu vendre la mèche. La soirée, mi-farce politique mi-charivari potache, sera également animée par Fred Alpi et Les Frères Lumière. Côté ripailles, les convives pourront savourer à prix libre un bourguignon de l'illustre Benoist Rey (auteur de l'indispensable manuel *Mieux vaut boire du rouge que broyer du noir*) ou des plats végétariens. Le tout sera arrosé par un excellent chinon rouge, une cuvée spéciale livrée avec des étiquettes du sieur Cabu.

Le dimanche 25 septembre, une brochette d'auteurs, de journalistes, d'artistes est annoncée. Ont déjà confirmé leur venue, Gérard Mordillat, Léo Lapointe, Bertrand Rothé, Nan Aurousseau, Jean-Pierre Lecercle, Jean-Hugues Lime, Sarah et Adolfo Kaminsky, Philippe Pelletier, Benoist Rey, Jean-Marc Raynaud, Jean-Jacques Reboux, Maurice Rajsfus, Suzanne Weber, Pascal Colé, Nathalie Funès, Thierry Maricourt, Marie-Claire Calmus, Patrick Schindler, Pierre Brasseur, Sylvie Cohen... Frédéric Pagès, journaliste au *Canard Enchaîné*, sera aussi de la partie pour parler de son ami Jean-Baptiste Botul. Le grand philosophe a déjà été honoré à Merlieux puisque les anarchistes du cru ont, le 28 mai, fait poser une plaque en son honneur au cours d'une cérémonie émouvante.

Des animations musicales, des expositions, des rencontres avec de nombreux éditeurs et/ou organisations anarchistes et des débats diffusés en direct sur Radio libertaire vont ponctuer la journée. Au programme :

- «Il n'y a pas d'alternative à la révolution», avec Gérard Mordillat et Bertrand Rothé auteurs de *Il n'y a pas d'alternative : trente ans de propagande économique* (Seuil 2011).
- «Botul et l'anarchie», avec Frédéric Pagès, Jean-Hugues Lime et Bertrand Rothé.
- «L'Anarchisme, idées reçues», avec Philippe Pelletier auteur de *L'anarchisme* (Le Cavalier bleu 2010).
- «Le délit d'outrage», avec Maurice Rajsfus et Jean-Jacques Reboux auteurs, avec Romain Dunand, de *Lettre au garde des Sceaux pour une dépénalisation du délit d'outrage* (Après la lune 2008).

Paco

Programme complet en page 21.
Informations en page 23.

Sida
Démêler le vrai du faux

Selon les propres déclarations de l'Institut national de veille sanitaire (INVS), l'organisme public qui réalise les statistiques officielles, 10 à 20 % des nouveaux cas de sida ne sont pas déclarés, et 15 à 25 % des décès liés au sida ne le sont pas non plus.

D'après la Cour des comptes, à présent, fin 2006, la prévalence du VIH concernant toute la population française pourrait s'élever entre 67 000 et 175 000 cas, et pour 2004, 37 % des nouvelles découvertes de séropositivité n'auraient pas été déclarées par l'INVS.

D'après le gouvernement qui a lancé une campagne de dépistage, près de 144 000 personnes vivent avec le VIH dans notre pays et 40 000 à 50 000 d'entre elles ont contracté le virus sans le savoir. Un nombre important de personnes ignorent donc être séropositives, ce qui ne facilite pas le travail des statisticiens de l'INVS.

Concernant les chiffres alarmants du taux de séropositifs parmi la population gay (un gay sur huit est officiellement séropositif), les statistiques sont réalisées principalement dans les milieux de la prostitution masculine, ou en lieux de rencontres sexuels tels que saunas gays.

De même, cette population est surreprésentée dans les centres de dépistages anonymes et gratuits, ce qui a pour conséquence d'augmenter les chances de découverte d'une séropositivité. En réalité, il est possible que la population gay soit légèrement plus atteinte par le VIH. Cependant, étant donné que les gays ont un nombre annuel de partenaires proche de celui des hétéros, mais que les gays utilisent davantage le préservatif qu'eux, il paraît logiquement impossible que les gays soient réellement beauoup plus contaminés que la population hétéro. Il fallait le dire.

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Chronique néphrétique

J'ai une bonne nouvelle : je sais pour qui je vais voter à la prochaine présidentielle !

Bien sûr je n'aurai jamais voté pour un ou une de ceux qui fricotent aux marches du Palais depuis des décennies, ex-ministre dans un quelconque gouvernement de droite ou de gauche. Je n'aurais pas voté non plus pour un individu trempé jusqu'au cou dans de sombres affaires de pot-de-vin, d'enveloppes en liquide ou de valises avec fonds. Pas pour une vile pine, ni une cul-bénit, non plus pour un qui appellerait « tonton » un dictateur africain… Je sais, ça limite sacrément le choix.

Mais, justement, je n'ai pas choisi. Il m'est tombé dessus comme une évidence ! D'ailleurs, lisez comme il parle des élections : « *Que les idées s'incarnent ponctuellement dans un contexte social et politique déterminé, ou qu'il faille déléguer la tâche militante de la représentation publique, par un mandat précis et limité dans le temps, est une chose. Jouer des ambiguïtés du système politique et médiatique pour se substituer à l'action militante réelle au sein de la lutte de classe, en est une autre. Nous commencerions involontairement à nous intégrer dans le décor politique traditionnel en incrustant notre mouvement et nos idées dans la case candidat rituel à l'élection présidentielle de notre téléviseur. C'est risquer, à terme, de nous transformer en caricature de nous-mêmes, voire en alibi du système.* » Bien vu, non ?

Alors, c'est décidé aux prochaines présidentielles, je vote Besancenot.

Trop tard ? Il ne se présente plus ? Parce qu'en plus il fait ce qu'il a dit ? Il quitte son poste en pleine célébrité, connu et reconnu dans la rue, et même pas à cause d'un scandale ou d'une malversation quelconque ? Il quitte la piste, loin d'avoir dépassé la limite d'âge, et sans avoir battu le record de candidatures d'Arlette ? Bravo !

Trop tard ? Mais non ! C'est maintenant, au contraire, qu'il faut marquer le coup ! Je sais, peut-être que mon bulletin ne sera pas comptabilisé, noyé dans la masse de ceux qui voteront de Gaulle ou Léon Blum, mais je prends le risque ! Voici un ex-candidat qui se sent « libéré » d'une personnalisation qui lui pesait, qui, en renonçant à une troisième élection, « *se sent en paix avec ses convictions politiques profondes* », faut l'encourager ! Donc : pas trop tard ! Pas trop tard peut-être pour comprendre, nulle part ailleurs mieux qu'au NPA, mais ailleurs aussi, que la présidentielle, on pourrait même dire la présidentialisation, rend bête et méchant (paraît que c'est la haine désormais entre « *opposants à l'institutionnalisation* » et « *opposants au sectarisme* »). Même chez les révolutionnaires, même dans une organisation qui n'a aucune chance de voir son candidat élu, la présidentielle rend marteau… Pour qui connait l'ex-LCR, l'évolution semblait inéluctable : les « opposants au sectarisme », partisans de l'unité à la gauche de la gauche rejoignent le Parti communiste et Mélenchon. Et les autres semblent vouloir sauver leur âme, dans une position dite « *de repli autarcique et révolutionnariste* » par leurs détracteurs, après avoir été applaudis sur les mêmes tribunes que les dirigeants du Front de gauche.

Nous aurions tort de seulement sourire d'une telle situation, car nombre des questions posées dans leurs débats virulents, se posent à nous-mêmes, anarchistes.

Peut-on propager des idées, peut-on peser sur la vie politique actuelle sans se présenter aux élections ? Nous répondons : « oui » ? Dans ce cas, quelles formes efficaces ce travail militant doit-il adopter ? « Efficaces » implique que nous obtenions des résultats probants, chiffrables ou matérialisés en nombre de militants ou en réel impact politique… Vouloir s'organiser, lutter avec d'autres, sans sectarisme, en acceptant les différences, est-ce possible (pour nous) ? Peut-on le faire sans arrière-pensée électoraliste, sans être amené à négocier sa « part de marché militant » en places sur des listes, en postes à pourvoir ? Nous en sommes persuadés. Prouvons-le aux autres, de manière visible, et cette attitude exemplaire nous garantira une influence sans commune mesure avec une candidature à la présidentielle.

Rodkol

Brèves de combat

Chasse aux Roms à Marseille

Le 11 août à 6h15, les Roms qui campaient depuis plus de trois semaines sur l'esplanade de la porte d'Aix à Marseille ont été expulsés par une centaine de policiers et de CRS. Cette expulsion coïncide avec la validation par le tribunal administratif d'un arrêté municipal pris par la mairie de Marseille lundi dernier, prétextant un risque « de trouble grave à l'ordre public ». La fédération marseillaise de la LDH dénonce la mise en place « d'une chasse à l'homme » et invoque « un problème de responsabilité et de compétence du pouvoir politique. ».

Même pas vrai !

Trois femmes sans-abri et le porte-parole du Dal accusent les policiers d'avoir utilisé des gaz lacrymogènes lors d'une manifestation de la semaine dernière à Paris et ont déposé plainte auprès de l'IGS. Avant même l'ouverture de l'enquête la police dément !

Le coup de l'anti-fraude sociale

Xavier Bertrand a annoncé la création d'un répertoire unique des allocataires sociaux, d'ici fin 2011. Les associations d'aides aux chômeurs, aux familles et de lutte contre la précarité déplorent l'énergie consacrée à la chasse aux fraudes « alors que la plupart d'entre-elles restent très anecdotiques et que l'argent dépensé sera supérieur à celui récupéré ! De plus mener une chasse abusive contre la fraude n'aura comme résultat qu'une marginalisation aggravée des personnes en difficulté sociale, soupçonnées et stigmatisées alors qu'on devrait les aider à se réintégrer ».

Surveiller et punir !

Des collégiens de Saint-Herblain, près de Nantes, ont été privés de manuels scolaires à la rentrée en raison d'impayés de cantine, une « maladresse » qu'a regrettée l'inspection académique. Une maladresse ou un rattrapage contrôlé à la dernière minute, histoire qu'aucun amalgame ne soit fait avec les 30 000 places supplémentaires prévues en 2017 par le démagogue Sarkozy ?

Le retour des négationnistes

Bruno Gollnisch a repris lundi ses cours à l'université Lyon-III après cinq ans de suspension de ses fonctions d'enseignant-chercheur. Bruno Gollnisch avait vu sa carrière universitaire interrompue en 2005, après des propos controversés sur les chambres à gaz nazies.

Radioactivité ? Quelle radioactivité ?

La cour d'appel de Paris a ordonné un non-lieu général dans l'enquête sur les possibles retombées en France de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, en 1986. La cour a suivi le parquet général qui estime qu'aucun lien scientifique n'a pu être établi entre le passage du nuage issu de l'explosion du réacteur sur une partie de la France, notamment sur l'Est et sur la Corse, et les affections constatées en France. De la théorie de l'existence des miracles !

Nucléaire (suite)

Un homme est mort lundi et quatre ont été blessés, dont un grièvement, dans l'explosion d'un four servant à recycler des déchets faiblement radioactifs sur l'installation nucléaire Centraco de Codolet (Gard). Un accident qui n'a provoqué aucune fuite selon les autorités.

VIH : démêler le vrai du faux !

Selon les propres déclarations de l'Institut national de veille sanitaire (INVS), 10 à 20 % des nouveaux cas de sida ne sont pas déclarés, et 15 à 25 % des décès liés au sida ne le sont pas non plus. D'après la Cour des comptes, à présent, fin 2006, la prévalence du VIH concernant toute la population française s'établissait entre 67 000 et 175 000 cas… et pour 2004, 37 % des nouvelles découvertes de séropositivité n'auraient pas été déclarées par l'INES.

D'après le gouvernement qui a lancé une campagne de dépistage, près de 144 000 personnes vivent avec le VIH dans notre pays et 40 000 à 50 000 d'entre elles ont contracté le virus sans le savoir. Un nombre important de personnes ignorent donc être séropositives, ce qui ne facilite pas le travail des statisticiens de l'INES.

Concernant le chiffre alarmant du taux de séropositifs parmi la population gay : 1 gay sur 8 est officiellement séropositif, ces statistiques sont réalisées principalement dans les milieux de la prostitution masculine, ou en lieux de rencontres sexuels tels que saunas gays.

De même, cette population est surreprésentée dans les Centres de dépistages anonymes et gratuits, ce qui a pour conséquence d'augmenter les chances de découverte d'une séropositivité. En réalité, il est possible que la population gay soit légèrement plus atteinte par le VIH. Cependant, étant donné que les gays ont un nombre annuel de partenaires proche de celui des hétéros, mais que les gays utilisent davantage le préservatif qu'eux, il paraît logiquement impossible que les gays soient réellement davantage contaminés que la population hétéro. Il fallait le dire…

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA

Le pire n'est jamais certain

Au sujet du procès de Maixol

Maixol Iparragirre, militante d'ETA, a été arrêtée en France en octobre 2004. La cour européenne de justice exige la remise en liberté d'un présumé innocent non jugé au bout de cinq ans. Maixol a été jugée en décembre 2010, soit six ans après avoir été arrêtée. La France préfère payer des amendes à l'Europe. Maixol a pris vingt ans. On lui reprochait beaucoup de choses en Espagne. Mais le dossier était vide. Pas d'empreintes digitales. Pas de trace ADN. Pas de témoignage direct. Juste des aveux extorqués sous la torture par la Guardia Civil à des prisonniers basques. La justice française savait et s'est couchée. Maixol a fait appel. D'un point de vue juridique, cet appel suspend toute autre procédure. D'extradition, entre autre. On apprend cela en première année de droit. Mais, l'Europe de la répression marche beaucoup mieux que l'Europe sociale et a trouvé une astuce. On n'extrade plus, on « prête temporairement ». Maixol, la maman d'un petit garçon que nous avons scolarisé (à l'école libertaire Bonaventure) et que nous avons hébergé (chez nous) pendant trois ans comparaissait mardi 13 septembre 2011 devant le TGI de Bordeaux. Motif, mandat d'arrêt européen, pour « prêt temporaire », émis par l'Espagne du « camarade » Zapatero.

Bordeaux, mardi 13 septembre 2011, 11 h 15, Tribunal de Grande Instance. Escaliers majestueux. Un soleil de plomb. Bizarre. Pas un rat. Nous montons les marches, rongés par l'inquiétude. Ces enfoirés sont capables d'avoir changé la date du procès au dernier moment. À l'entrée, deux flics débonnaires devant un portique antédiluvien. Même pas de scanner. On aurait pu rentrer n'importe quoi. On est à la campagne et dans le sud ? Ça cause pointu. Comme on dit à Bordeaux : « C'est bonnard ! »

On rentre. Trois charentais. Thyde et sa grande gueule légendaire. En à peine dix secondes elle commence à embrouiller une vingtaine de flics qui stationnent dans le hall. Marco, 75 ans, a le cœur qui bat la chamade. Ma pomme, pas très rassuré, dans son numéro bien rôdé de vieux péquenot ne comprenant rien à rien. C'est pas dieu possible que nous ne soyons que trois !

Ouf, les amis basques et la famille débarquent à une trentaine. Il y a le père de Maixol. Quatre vingt et quelque au compteur. Un mètre quatre vingt dix. Son kolossal béret (basque). Sa canne. Papy est impressionnant. Annie, de *Jakiléa* (un formidable journal de défense des droits de l'homme au Pays basque). Putain qu'elle est belle. Et quelle pêche. Mon pote Mikel, libéré depuis quelques mois, un anar d'ETA (et oui !) que j'adorais visiter au bagne de l'île de Ré, n'est pas là. Il bosse. Mais sa princesse est présente. La petite..., toute chétive dans sa robe blanche, exhale une énergie à nulle autre pareille. Le grand..., est descendu de sa montagne. Un roc. Et puis, il y a...

11 h 30, début de l'audience. Les flics, un peu tendus, nous expliquent où il faut s'asseoir. Des fois que...

Maixol entre dans l'arène. Elle a les traits tirés. Elle arrive de Lyon. Elle n'a pas un regard pour les juges. Quelques bisous à la volée. Elle nous salue en basque. La salle répond. Le président commence à flipper. On le sent impressionné. Pas habitué à ce que...

Le président ânonne la demande d'extradition temporaire de l'Espagne. Il précise que son boulot se résume à examiner la lettre du droit. Moi y en a surtout pas vouloir élever le débat. On sent le gentil chien. La petite journaliste de l'AFP sourit. Ça ne sent pas bon. Et puis, la parole est à l'avocat général. Une toute petite quarantaine. Il n'a pas l'air aviné et, incroyable, se montre attentif. Ça dure dix minutes. Il refuse, mais très poliment et très modérément, tous les arguments de la défense. Sauf un. Il dit qu'effectivement, si Maixol est extradée, même temporairement, cela va gêner l'organisation de sa défense dans le cas de l'appel qu'elle a fait par rapport à sa condamnation à vingt ans par la cour d'assises antiterroriste de Paris. C'est évident, quand on est extradé et torturé en Espagne, ça n'aide guère à... Le proc est un malin. Il demande donc que l'on n'accède pas à cette demande de l'Espagne tant que la procédure n'aura pas été à son terme en France.

Un blanc chez les juges. C'est quoi ce proc ? Mais c'est lui le chef. Alors courage prudence.

Ensuite, une plaidoirie remarquable d'une petite avocate inaudible. Puis vient le tour de Maixol. D'une voix forte elle remet les compteurs à zéro. « Je m'appelle Maixol Iparragirre. Il y a trente ans, j'avais vingt ans.. Ma famille a été emprisonnée. Mon compagnon était d'ETA. Il a été tué sous mes yeux. J'ai été torturée pendant onze jours. Il y avait trop de traces. J'ai été relâchée. Je me suis enfuie en France. Pour l'heure, les seules accusations à mon encontre reposent sur des aveux extorqués sous la torture. On viole et on torture en Espagne. Vous ne pourrez pas l'ignorer éternellement. »

Ça dure un quart d'heure. Dans un silence lourd de sens Maixol conclut en disant qu'elle n'irait pas... Trois fois. « Je n'irai pas... ». Seuls les regards du public lui répondent. C'est incroyable. Le proc, les juges, boivent les paroles de Maixol. Ils se décomposent au fil de son témoignage. Elle n'oublie pas de parler des conditions de détention de la Maison d'Arrêt de Lyon Corbas où le taux de suicide défie l'entendement. Je me mords la langue et les joues pour ne pas pleurer.

Le président semble ébranlé. Il remet son jugement à jeudi.

Une fois n'est pas coutume, je ne suis pas pessimiste.

J'ai raison. Le jugement vient de tomber. Maixol ne sera pas extradée.

Il est donc encore quelques magistrats qui, à défaut de suivre le chemin de l'honneur, refusent du moins, parfois, de suivre celui du déshonneur.

Jean-Marc Raynaud

En Espagne aussi c'est la rentrée

Les incessantes attaques du patronat et du gouvernement (socialiste) contre les droits de travailleurs (conditions de travail, coupes budgétaires, etc.) ont fini par provoquer le mouvement de protestation connu sous le nom des « indignés » ou 15M (puisque né un 15 mai) [1]. Ce mouvement s'est rapidement développé dans toute la péninsule rejetant les « grands » partis (PSOE/PP) [2] mais aussi les deux centrales syndicales institutionnelles (UGT/CCOO) [3]. Depuis juillet, le mouvement a pris d'autres formes, relayé souvent par les comités de quartier et également par les organisations syndicales alternatives, parmi lesquelles on trouve principalement les libertaires.

C'est ainsi que, durant tout l'été, ces organisations syndicales se sont rencontrées à plusieurs reprises, faisant abstraction de leurs divergences, pour mettre sur pied une riposte unitaire ayant pour but une grève générale, afin de contrer les atteintes aux droits de travailleurs, les coupes budgétaires, politiques impulsées par les différents gouvernements et institutions européennes aux ordres des patrons et des sacro-saints marchés financiers.

Ces rencontres sont apparues comme une nécessité devant le manque de riposte réelle de la part des syndicats institutionnels prompts à signer n'importe quel « pacte social » qu'on leur propose. Il s'agit maintenant de dire « Ça suffit ! » en enclenchant le processus devant mener à la grève générale. Après s'être réunis le 2 septembre, les organisations CNT, CGT, SO et CSC[4] ont lancé un appel commun pour une journée de mobilisation nationale le 29 septembre sur le thème : « *La lutte c'est dans la rue – vers la grève générale* ». Outre les signataires de cet appel, la préparation de cette mobilisation est ouverte à toutes les organisations syndicales, collectifs de travailleurs, mouvements sociaux qui désirent s'associer à cette initiative rompant avec la politique de « pacte social » et de démobilisation de l'UGT et des CCOO.

Certaines organisations locales ou sectorielles ont déjà donné leur accord pour participer à ce projet, comme l'Assi[5] de Saragosse, le syndicat assembléiste de la santé à Madrid, le groupe de travail sur la grève générale du 15M de Madrid (indignés), etc.

Le 24 septembre, un débat public entre ces organisations syndicales sera retransmis par Internet – débat qui fera le point sur la situation sociale, les réponses à apporter et les alternatives à développer. Bien entendu, cet appel s'adresse non seulement aux travailleurs en activité ou au chômage, mais aussi aux étudiants, aux retraités, à ceux qui subissent les coupes budgétaires dans les services publics, aux indignés des campements sur les places et dans les quartiers. Dès à présent les travailleurs de l'éducation et de la santé publique ont prévu des journées de grève. Bref, vous l'aurez compris, c'est la rentrée et il n'y a pas de round d'observation.

Ramón Pino
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

---

1. Voir le Monde libertaire n° 1638 et 1639
2. PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol.
PP : Parti populaire (équivalent de l'UMP).
3. UGT : Union générale des travailleurs.
CCOO : Commissions ouvrières.
4. CNT : Confédération nationale du travail.
CGT : Confédération générale du travail (espagnole).
SO : Solidarité ouvrière.
CSC : Coordination syndicale de classe.
5. ASSI : Action sociale et syndicale internationaliste.

Le café du Chiapas

Le soulèvement des paysans du Chiapas mexicain le 1er janvier 1994 contre l'accord de l'Alena avait donné lieu à une situation inédite à bien des égards. Ce fut d'abord un signal fort envoyé aux opposants du libéralisme. Les luttes indiennes et paysannes du continent latino-américain regagnèrent de la visibilité, pourtant perdue depuis les contre-célébrations du 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique, en 1992. La réaction, en Europe, fut longue à venir : les gauchistes, acteurs habituels des comités de lutte contre les dictatures d'Amérique du sud, étaient désarçonnés par l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale), un curieux appareil militaire qui ne voulait pas du pouvoir et qui affirmait un mode de lutte respectant les règles de l'autonomie des populations civiles qui se rebellaient. Pourtant, les modes originaux de communication du mouvement zapatiste, mais surtout les valeurs de ce mouvement, facilitèrent une éclosion de collectifs de soutien à travers le monde. Dix sept ans plus tard, alors que les rebelles de l'EZLN, sans rien céder sur le fond et en subissant toujours des agressions souvent meurtrières, réfléchissent sur les suites à donner à leur mouvement, les appuis se sont raréfiés[1].

Pourtant, discrètement, et depuis des années pour certains, des collectifs de consommateurs solidaires se constituèrent puis se mirent en relation. Leur objectif était de devenir des bases d'appuis aux luttes zapatistes, et ceci en diffusant le café de qualité biologique, produit par ces communautés rebelles. Le sud-ouest de la France fut le point de départ d'un réseau dont l'Hérault, le Gard et le Vaucluse sont parmi les derniers nés. Américasol dans le Tarn, et Mut Vitz 31 à Toulouse structurèrent, il y a une dizaine d'années, un mode d'organisation original qui inspire encore tout le réseau. Agissant comme un groupement d'achat coopératiste, sans intermédiaires ni buts lucratifs, le réseau achète du café en grain vert à des coopératives du Chiapas zapatiste. Chaque année, le prix, fixé par les producteurs eux-mêmes, donne lieu à un pré-paiement des représentants du réseau français. Ensuite, les 17 tonnes de café arabica livrés en France sont distribués aux comités locaux qui visent l'autonomie en organisant eux-mêmes la gestion et la distribution du café. L'absence de permanents, et la forte prégnance autogestionaire, permet de ne pas spolier l'argent des chiapanèques. Les bénéfices retirés des ventes sont donc intégralement remis aux Conseils de bon gouvernement qui ont à charge d'organiser la gestion et la coordination des différents villages. La transparence financière voulue et assumée par les collectifs locaux français, le rejet d'un commerce « équitable » alliant business et bonne conscience, le bénévolat[2], refuser toute spéculation commerciale sur ce café, sont des incontournables pour les comités locaux.

Martine, du comité Américasol du Tarn, commente : « *Je suis moi même éleveur et maraichère. Mon lien avec le mouvement zapatiste, c'est le développement de rapports entre les diverses communautés en lutte, chassées de leurs terres, ici comme là-bas. Avec les revenus de la production du café, le projet des zapatistes est de financer l'achat de matériaux pour la construction d'une Bodéga (lieu de stockage du café des coopérateurs dont le nombre augmente de manière conséquente : 300 producteurs supplémentaires ont rejoints la coopérative Yatchil qui produit le café). Pour rappel, notre achat de café est solidaire dans le sens que chaque année les sommes versées aux Conseils de bon gouvernement sont utilisées, suite à des choix collectifs, pour des projets tels que l'achat de camion et la construction d'un dispensaire ; et cette année, plus précisement, à l'aide alimentaire aux réfugiés des Hautes Terres (entre 5000 et 7000 personnes concernées pendant l'année). Cette année, la coopérative Yatchil nous a envoyé le budget prévisionnel pour – si nous le pouvions – participer au financement de la Bodéga.* »

C'est ainsi que ce café devient un vecteur de la rebellion des communautés du Chiapas. Participer à sa diffusion peut donc être compris comme un effort de solidarité active et concrète, et comme autant de prétextes à parler du « Mexique d'en bas », et des moyens d'en finir avec les injustices sociales, là bas comme ici. Car l'adhésion aux valeurs zapatistes se double d'une adhésion aux pratiques qui sont les leurs. Faciliter l'association entre égaux, autogérer des résistances, avoir un regard critique et politique sur sa propre consommation, s'impliquer dans des luttes ou projets collectifs à caractère anti-capitaliste et autogérés, sont des prolongements naturels de l'action des collectifs distribuant ce café.

De pareils réseaux – aux modes d'organisation variables – existent en France et dans le monde. Ce sont autant de bases d'appuis aux rebelles zapatistes, modestes parfois, mais actives[3] et qui produisent un bruit de fond, en écho aux luttes du Chiapas, pour ne pas oublier.

Daniel
Groupe Gard Vaucluse
de la Fédération anarchiste

1. Voir l'article « Le zapatisme sur le chemin des oubliettes » de Guillaume Goutte dans *Le Monde libertaire* n° 1641.
2. Seuls le transport maritime, la torréfaction et le coût des sachets vides sont des frais incompressibles.
3. Pour plus d'informations sur les collectifs existant, écrire à mut. vitz31@laposte.net

Bac populaire en Argentine

Romain et Jessica

Groupe La Digne rage
de la Fédération anarchiste

« Ni maître, ni patron, ni directeur »
C'est la formule choisie par la première promotion du Bachillerato Popular (Baccalauréat populaire – BP) de l'École libre de Constitución, quartier Sud de Buenos Aires, pour « illustrer » les t-shirts issus de l'atelier de sérigraphie.

Au deuxième étage du siège de la Fédération libertaire argentine (FLA), cet atelier est animé dans le cadre des cours de développement communautaire (voir encart).

Edgar, professeur de biologie et Monica, professeure de muséologie, chargée du cours de développement communautaire, reviennent avec nous sur ces trois années d'éducation populaire à la FLA.

Les origines

Le projet est né des travaux d'un atelier d'éducation libertaire qui s'est tenu à la FLA en 2007. Fort de cette réflexion, un groupe décide de concrétiser le projet de BP qui a rejoint en 2008 les 13 autres BP déjà existants sur Buenos Aires.

Apparus en 2002-2003 dans des entreprises récupérées, comme l'Impa (Industries métallurgiques et plastiques argentines) les premiers BP visent à combler les défaillances de l'État en matière d'éducation et à permettre aux jeunes d'entrer à l'université, ou tout simplement de trouver un travail moins précaire.

La lutte pour l'accréditation

Les BP se sont regroupés dans une Coordination, qu'a rejoint le BP de l'École libre de Constitución, afin d'obtenir les accréditations nécessaires pour délivrer des diplômes reconnus. Une forte mobilisation auprès du Ministère de l'Éducation a permis à plusieurs BP, dont celui de la FLA, d'être accrédités. Cependant, le débat reste vif au sein de la Coordination concernant la relation entre BP et État : l'État doit-il salarier les professeurs, pour l'instant tous bénévoles et obligés à travailler à côté ? Mais dans quelle mesure cela augmenterait-il le pouvoir de contrôle de l'État sur les programmes, la nomination des professeurs ? De plus, l'État pourrait imposer des normes pour les locaux, ce qui serait un comble quand on sait que la plupart des lycées publics sont en très mauvais état. Toujours est-il que pour l'instant il n'y a pas d'exigence de diplômes pour les professeurs et les programmes officiels sont suivis avec discernement ! En effet, il y a des changements et de nombreux professeurs proposent des cours ou des ateliers moins « classiques », parfois à la demande des élèves, comme histoire de la culture, psychologie, droit du travail, sérigraphie, cuisine, théâtre. La FLA s'est spécialisée dans le développement communautaire.

Qui sont ces professeurs ?

Quiconque peut être professeur, s'il mêle compétences et enthousiasme ! Dans les faits, même s'il n'y a pas de diplôme exigé, à l'École libre de Constitución, la plupart des professeurs sont qualifiés et le niveau d'enseignement est même meilleur que dans les écoles traditionnelles.

Au début de cette aventure, ils étaient vingt, dont certains originaires d'autres BP. Ils sont maintenant soixante-cinq, répartis sur les trois années et les différentes matières. Mais beaucoup ont participé de façon temporaire et le roulement a été important. Aucune idéologie politique n'est imposée, tout le monde est bienvenu. On trouve tout

de même principalement des personnes « de gauche », des péronistes, des marxistes, et seulement une minorité est anarchiste. C'est ce qui fait la richesse de cette expérience, que des personnes d'horizons différents, qui ont un vécu et une idéologie différents, puissent fonctionner ensembles pour faire avancer un projet concret et ce, de façon autogérée.

Comme le dit Edgar : « *Y compris pour les professeurs non anarchistes, l'expérience est très intéressante : ils ont pu trouver à la FLA un lieu de développement personnel où personne ne donne d'ordre ni n'impose sa manière de penser. Et le fonctionnement de l'autogestion se voit dans les faits.* »

Comment fonctionnent-ils ?

En début d'année, les professeurs se réunissent en assemblée pour décider des heures de cours selon leurs disponibilités, puis les professeurs d'une même matière se coordonnent pour décider des thèmes enseignés. Certaines matières, notamment dans le domaine des sciences humaines, comptent jusqu'à sept professeurs, et d'autres domaines plus classiques, mathématiques, biologie… n'en comptent qu'un seul…

Chaque chaire est donc autonome dans son choix du contenu des cours et des méthodes d'enseignement. Pour trouver un consensus dans le fonctionnement, ils font des assemblées de professeurs. Monica nous explique que dans son cours la seule règle qu'elle édicte est de ne pas déambuler : « *Si l'élève s'en va, il s'en va. Mais je suis pour qu'il puisse revenir à un prochain cours, contrairement à ma collègue de matière, qui elle s'y oppose. C'est un sujet de discussion.* » En effet, la présence en cours n'est pas obligatoire, les professeurs préfèrent responsabiliser les élèves, par exemple en faisant signer une feuille d'émargement et en leur demandant de préciser la raison de leur absence. Edgar a choisi de donner des travaux écrits à faire : « *Ils peuvent décider de les faire ou non, mais ils doivent ensuite en assumer les conséquences.* » Monica précise : « *Je ne veux pas écrire des règles, même en imaginant que celles-ci soient décidées par les élèves eux-mêmes, car, premièrement, c'est ce qui se fait dans le système traditionnel, deuxièmement, on ne peut pas tout demander aux élèves dès le départ. C'est en montrant l'exemple qu'on arrivera à quelque chose. Par exemple, les élèves peuvent voir qu'il y a toujours un professeur présent pour faire classe, contrairement à ce qui a lieu dans l'école traditionnelle.* »

Certains professeurs choisissent de faire passer des examens écrits. En tout état de cause, deux colloques se tiennent en milieu et en fin d'année pour évaluer par des travaux pratiques, les connaissances acquises et ainsi valider les matières.

Quant à la discipline, il existe deux courants au sein de l'éducation populaire : un très formel et orthodoxe et l'autre plus enclin au « *laisser faire les élèves* ». A la FLA il y a un peu des deux. Quant aux sanctions, il semblerait qu'elles soient plutôt réclamées par les élèves et que ce soient les professeurs qui essayent de trouver d'autres solutions quand des problèmes surgissent, notamment via des assemblées extraordinaires d'élèves.

Et les élèves ?

Agés de 15 à 63 ans, ils sont en majorité des jeunes du quartier en situation scolaire et/ou familiale difficile. Souvent exclus du système traditionnel, ils suivent les cours pour améliorer leurs conditions de travail ou entrer à l'Université. En 2010, quarante élèves étaient inscrits en première année et seuls cinq sont restés jusqu'au bout : beaucoup abandonnent en première année s'ils trouvent du travail ou s'ils ont des enfants. Malgré tout, certaines mères-adolescentes viennent en cours avec leurs bébés, faute de moyens pour les faire garder. Les élèves de deuxième et troisième années sont plus assidus, en 2010 ils étaient au nombre de quinze et dix respectivement. Edgar et Monica remarquent également que les élèves les plus âgés sont les plus attentifs. Les élèves peuvent s'investir dans le processus d'apprentissage via les trois ou quatre assemblées professeurs-élèves annuelles, par exemple en suggérant les matières qu'ils veulent étudier. Si les élèves en première année attendent du BP la même chose que du système traditionnel, en découvrant son fonctionnement ils peuvent éventuellement changer d'attitude. Edgar et Monica sont d'accord pour dire que les élèves de troisième année sont très satisfaits : « *Ça a changé leur vie. Ça leur a permis de sortir de leur réalité familiale difficile et leur a ouvert de nouveaux horizons.* »

De plus, que les cours se déroulent dans les locaux de la FLA leur donnant ainsi accès à des ressources humaines et matérielles stimulantes. Par exemple, suite à une sortie de classe à l'hôtel BAUEN (hôtel récupéré dans le centre de Buenos Aires) où les élèves ont vu une pièce de théâtre sur Sacco et Vanzetti, certains ont demandé à lire des livres sur le sujet et ont posé des questions aux camarades de la FLA. Ce qui est réjouissant car il s'agit de jeunes venant de milieux où la lecture est très dévalorisée et qui n'ont par conséquent pas l'habitude de lire. « *Il ne faut pas oublier* », tient à insister Edgar, « *que les élèves ont des difficultés importantes. Dans mes cours, je me concentre sur le travail de lecture et d'écriture : lire des textes, les analyser, la biologie vient en second lieu* ».

En effet, conclut Edgar : « *Un professeur navigue entre ce qu'il veut et ce qu'il peut faire. Les profs veulent donner le meilleur pour leurs élèves, mais ceux-ci doivent s'investir.* » Or, poursuit-il, « *les élèves ont pour habitude de faire le moins d'effort possible. Il est donc difficile de travailler en évitant d'avoir une posture d'autorité* ». Et quand on lui parle d'Éducation Libertaire il rétorque : « *Je ne sais pas ce que c'est !* » Pour lui, être respectueux envers les autres, ne pas se mettre « au-dessus » des élèves, relève du sens commun…

Il nous confie : « *J'espère que les élèves du BP deviendront à leur tour professeurs, mais ce n'est pas quelque chose qui peut se planifier, il faut que cela vienne spontanément, de la volonté de chacun.* » Il semble que cela soit sur la bonne voie : presque tous les élèves diplômés en 2010 ont décidé de s'inscrire à l'Université ou de continuer leurs études dans l'enseignement. Toutefois, rentrer dans le système traditionnel ne va pas être facile, et c'est pour cela que les élèves pourront continuer à être accompagnés par des professeurs du BP, selon leur orientation.

L'autre défi que doit relever le BP est celui du financement et des relations que cela suppose avec l'État. Pour l'instant, le financement se fait principalement grâce aux cotisations des professeurs ou bien via des fêtes, ou encore grâce aux activités des ateliers.

Qu'en sera-t-il de l'autonomie des BP si l'État venait à salarier les professeurs en plus des bourses qu'il donne actuellement aux élèves ? Que risque de demander l'État en échange, et quelles concessions peut-on faire sans perdre son âme ?

Merci à Edgar et Monica de nous avoir donné de leur temps et d'avoir su nous communiquer leur enthousiasme pour ce projet auquel on souhaite de se développer et de perdurer.

R. et J.

Exemple d'un cours : le développement communautaire, proposé par Monica et une collègue.

Première année : cours théoriques (lectures, films).
Histoire des coopératives et autres expériences autogestionnaires : dans le monde occidental du milieu du xixe siècle jusqu'à nos jours ; en Amérique latine de 1940 à aujourd'hui en Argentine.

Deuxième année : étude de cas concrets : les différentes « tomas » (entreprises récupérées).
Projet individuel : comment développeriez-vous un projet autogéré ?

Troisième année : les élèves choisissent les deux projets qu'ils préfèrent et les développent en groupe. Les projets choisis et montés en 2010 sont : entreprise de fabrication de confitures artisanales ; entreprise de sérigraphie sur des t-shirts. C'est cette dernière, installée dans l'atelier sérigraphique au-dessus de la salle des archives à la FLA, qui, malgré quelques difficultés au début, a sorti les t-shirts qui arborent la formule « Ni maître, ni patron, ni directeur », en lettres blanches sur fond noir, suivi du nom du BP. Les étudiants comptent bien la faire perdurer, d'autant que cela leur offre des perspectives de travail.

De la profitation

Archibald Zurvan

Le veau d'or est toujours debout

La « profitation », comme disait-il y a deux ans les Guadeloupéens et Élie Domota (leur porte-parole) toujours en lutte contre les « profiteurs » et leur justice, la profitation est une idole vieille comme le monde. L'idolâtrie du profit, la profitation du plus fort aux dépens du plus faible est la règle d'or. Cette idole dorée va couronner les discours qui, depuis des mois, font la une des journaux et les commentaires savants des économistes, les spectacles de bavards télévisuels ou les savants débats radiophoniques sur la crise. Tremblons devant cette énorme dette qui n'est pas la nôtre. La rigueur, l'austérité inéluctable pour « rassurer » les marchés et les bourses du monde, va nous contraindre à nous serrer la ceinture. Économe, sérieux comptable, prévoyant, l'État français, notre bienveillant État, toujours soucieux de ne pas entamer notre épargne ou de nous mettre sur la paille, veut, comme ses homologues d'Europe, inscrire en lettres d'or dans notre constitution qu'il ne pourra dépenser plus d'argent qu'il n'en dispose. Et, pour ce faire, il veut organiser une cérémonie officielle de vote solennel réunissant tous les détenteurs de la souveraineté du peuple (députés et sénateurs).

Cette grand-messe aurait lieu dans les palais du Roi Soleil, à Versailles.

Il est un temps où, lorsque les pauvres – mais aussi une forte proportion des classes moyennes – commencent à bouger, il convient de les rappeler à l'ordre du qacré, de leur faire plier la tête devant la divine sagesse de « leur » État, devant les règles intangibles et protectrices, inscrites en lettres d'or, de leur constitution. Et pourtant, Condorcet s'opposait à la sacralisation de la constitution, la considérait comme simple référence morale de la liberté et de la justice, devant définir des règles en évolution permanente avec l'histoire des sociétés. Or, on sait depuis la nuit des temps, que les fabricants d'idoles, d'images divinement sacrées, tendent à pétrifier l'individu, le paralyser d'admiration béate mais aussi et plus radicalement de peur. Et l'histoire des États a montré leur « indifférence » à l'égard du droit qu'ils instituent lorsqu'il doit s'appliquer aux politiciens de métier ou à leur clientèle. S'ils sont, dans ce cas, si étrangers au droit, on voit mal pourquoi ils respecteraient un article de la constitution qui les concerne directement. Le mensonge déguisé, le leurre, l'esbroufe (voir *Le Monde* du 23 août 2011) [1] font partie du « réalisme » dans la gouvernance.

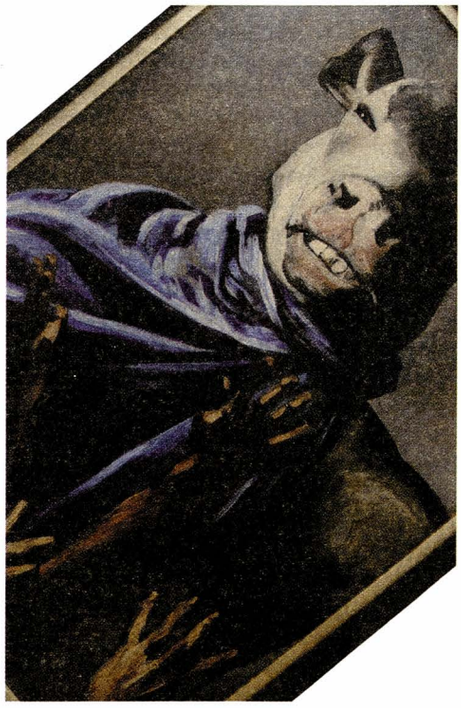
Ces « règles d'or », ces images pieuses, ces idoles pour lesquelles aucune explication, aucune justification n'est requise sont les talismans des classes politiques, qu'elles soient au pouvoir ou dans la recherche du pouvoir. La « règle d'or » est un bon talisman pour le pouvoir socialiste espagnol mais embarrasse les socialistes français qui voudraient bien s'en servir mais pas avant d'avoir pris le pouvoir. Un autre talisman de la même espèce est la « croissance » ou encore le « PIB » (produit intérieur brut). Malheur à l'« infidèle » qui veut savoir ce que recouvrent ces termes. L'hérétique ne doit pas poser la question diabolique. Que recouvre la « croissance » et à qui est-elle profitable ? Au Chili, en effervescence depuis mai 2011, où la classe politique de gauche comme de droite est déconsidérée, deux Chiliens sur dix détiennent 54 % de la richesse. La « croissance » est de 8,4 %. (*Le Monde* du 27 août 2011). La croissance n'a donc bel et bien aucun effet sur l'amélioration du sort des plus nombreux.

Mais ce veau d'or, cette constitution transformée en idole devant laquelle tout un chacun doit s'incliner a un objet encore plus maléfique. C'est de faire entrer dans les têtes que le profit, quelle que soit son importance

et les conditions de sa réalisation est un bienfait universel, une preuve évidente de l'honnêteté, de l'efficience du bénéficiaire. La marge brute est la balance de votre aptitude à bien produire et échanger. Les bas salaires, les délocalisations, les licenciements qui gonflent votre marge brute font de vous un entrepreneur ou un commerçant avisé. Le financier dispose d'une arme supplémentaire, avec bien entendu l'appui de l'État : c'est l'argent « virtuel », celui qui ne repose sur aucune richesse concrètement présente lors de sa création. Seuls les débordements sont mis sur la place publique. On parle alors de délit financier ou de corruption. Comme si la corruption n'était pas le fondement du système. Considérée comme naturelle et juste, elle infecte toutes les relations économiques et sociales dans la production du produit ou du service et dans l'échange. Puisque nous sommes à la fin de l'été, ceux qui ont pu voyager le constatent : l'espace ou la qualité du service dans un train, une chambre d'hôtel, une table de restaurant se restreint peu à peu, sans que l'entrepreneur se soucie du bien être de sa clientèle. On peut généraliser ce petit exemple à toutes les relations du commerce ou de la production. L'égalité, l'équilibre dans l'échange entre celui qui vend son produit, son service ou ceux d'un autre et celui qui reçoit, sont inexistants. Nous sommes bien au temps de la Profitation.

Mais le temps de l « indignation », de la révolte, de l'émeute, de la grève, est, au bout du compte, arrivé. En Grèce, en Espagne, en Grande Bretagne, en Israël, au Chili et aujourd'hui dans notre empire néocolonial, en Nouvelle-Calédonie où notre Chanoine du Latran (Sarkosy) est en train de manier le fouet et les fausses promesses, les pauvres ne se résignent plus à subir leur pauvreté, ils n'acceptent plus la loi des « profiteurs », la charge de la « profitation ».

S'approprier la richesse produite par d'autres producteurs de cette richesse que soi même, empêcher ces autres producteurs de tirer eux mêmes profit de leur travail, prétendre fonder un tel droit exorbitant sur leur statut de propriétaire, sur la possession d'un bien qui ne génère en tant que tel aucune richesse nouvelle, tels sont les « profiteurs », les « frelons » de la profitation. Et si j'évoque Élie Domota, la Guadeloupe, la Nouvelle-Calédonie, c'est que le « profiteur » exerce son talent, là où il est le maître, le vainqueur d'une guerre, le colonisateur autant que celui qui, sur son sol, s'approprie ce qu'il n'a pas produit. On peut lire, à propos du livre *L'Art français de la guerre* (*Le Monde* du 19 août 2011) ces propos : « *Une colonie est une terre et un peuple à disposition, un paradis pour le prédateur.* » Ou encore : « *La chair coloniale est chair désirante,*



appétit sans limite, elle prend, pille, vole, viole, tue. » Tel est le catéchisme du maître ès profitation. En Guadeloupe, deux ans après le mouvement contre cette forme de nouveau colonialisme et après une grève de 40 jours, amenant l'État français à signer un accord faisant droit aux revendications des Guadeloupéens, non seulement l'État français refuse d'appliquer cet accord mais il lance des poursuites judiciaires contre les syndicalistes et ceux à la tête du mouvement de 2009. Une pétition de juin 2011 s'élève contre ce véritable coup de force. On peut y lire entre autres : « *À propos de la volonté de musèlement et de criminalisation du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon) par l'État français, nous, soussigné-e-s, déclarons, tout comme le porte-parole du LKP, Élie Domota : "Tous ceux qui refuseront d'appliquer l'Accord devront quitter la Guadeloupe..." Jamais nous n'accepterons qu'une bande de békés rétablisse l'esclavage en Guadeloupe.* »

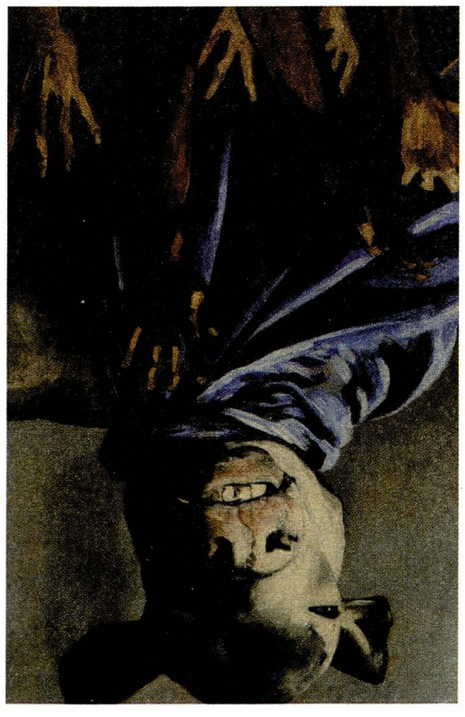
La messe est dite

Ce remue ménage universel contre l'exploitation de « l'homme par l'homme » a ému, jusqu'aux larmes, notre saint père, chef de l'État du Vatican.

Pour le pape (voir *Le Monde* du 20 août 11), « *l'homme doit être au centre de l'économie, l'économie ne peut se mesurer par le maximum de profit* ». La balle au centre, crient les amateurs du ballon rond, avant de lui donner des coups de pied ! L'homme exploité, colonisé, soumis, dépecé, résigné est bien au « centre » de l'économie. Il n'est qu'un objet, une matière première de l'économie. Quelque soit la taille du profit, il est entre les seules griffes des « frelons » de la City, des « émeutiers en col blanc » (voir troisième partie).

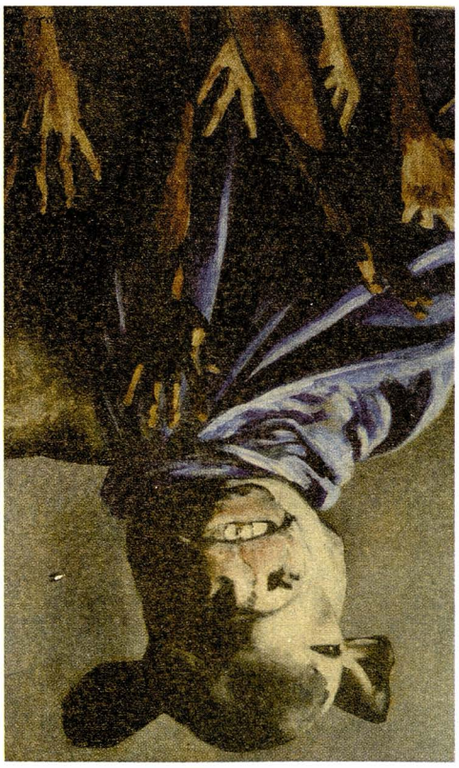
Et si, comme certains papalins le font, on interprète ces paroles de Benoit 16 comme une invitation aux « profiteurs » à modérer leurs appétits et à atténuer la misère des pauvres, il faut savoir que pour le banquier du Vatican les grandes puissances devraient parvenir « *à un consensus que seule une période d'austérité peut être la vraie clé pour une reprise de la croissance* ». Cette austérité que le bon peuple de Dieu s'apprête à subir a déjà eu ses premiers effets : une bande de « *seize salopards* », comme l'écrit, par référence à un western américain, *Le Canard enchainé* (24 août 2011), et figurant dans le gotha des favorisés de la fortune, le bottin immond (ain) e des plus généreux bienfaiteurs du capitalisme, vient d'adresser une supplique au président, le suppliant de leur faire rendre gorge en les taxant plus lourdement. Cet acte de contrition et de repentance, dirait Spinoza, n'est-il pas le redoublement de la faute ?

Autre surprise, venant de la part d'un grand maître de l'État espagnol chargé de la justice de ce pays (*Le Monde* du 19 août 11) : on apprend que le président du conseil géné-



ral du pouvoir judiciaire espagnol (équivalent du président du conseil supérieur de la magistrature en France), un certain Carlos Divar, avait déclaré, lors de la préparation des Journées mondiales de jeunesse (JMJ) : « *C'est seulement dans le Seigneur que se trouve l'unique vérité.* »

Cette « vérité » a cru apparaître, le 16 août, à un fanfaron désaxé, un Mexicain de 24 ans, étudiant en Espagne et « volontaire » aux JMJ. Sur un forum catholique, il exprimait son intention de commettre un attentat au gaz chimique contre la marche laïque de protestation contre les JMJ. Le pouvoir judiciaire espagnol se demandera certainement si cet acte de folie ne le contraint pas à proposer des remèdes autres que la « vérité » du Seigneur. Et cette vérité, illustrée par l'histoire de l'Eglise catholique, les jeunes venus faire la divine fête à Madrid, la connaissent-ils ? Comment pourront-ils réagir aux propositions du pape, non seulement à s'en imprégner eux mêmes, mais aussi à « diffuser l'évangile » ? Fiers de leur foi, ils porteront la « vérité » du Seigneur aux infidèles. Mais leur mission d'évangélisateurs devra se faire de façon grégaire avec le troupeau des fidèles. Ils seront guidés par les grands prêtres des institutions pacifiques et traditionnelles catholiques, telles les Légionnaires du Christ ou l'Opus Dei. En effet Benoit 16, ancien des jeunesses hitlériennes, que de jeunes infidèles ont traité de nazi aux JMJ, a précisé, en quittant l'Espagne, ce qu'il attendait de ses ouailles missionnaires : « *Celui qui cède à la tentation de vivre la foi selon la mentalité individualiste qui prédomine dans la société, court le risque de ne jamais rencontrer Jésus Christ ou de finir par suivre une image fausse de lui.* » (*Le Monde* du 23 août 11).



Ce souci de protéger la jeunesse de toute diabolique curiosité, de toute indépendance d'esprit, de toute réflexion personnelle est le propre de tout dogme, tout absolu, toute religion. Cette bénédiction protectrice du jeune, nécessaire à lui éviter tout faux pas est la noble mission des grands maîtres des Eglises. Ces jeunes catholiques venus faire la fête à Madrid ont-ils renoncé à tout ce qui fait leur jeunesse : la curiosité, l'insolence, le non conformisme, la critique ? Peut-on dire qu'ils sont déjà marqués par l'âge ? Qu'ils ont renoncé à la fraîcheur de leur personnalité, de leur spécificité, de leur volonté propre ? Ne sont-ils plus, avant l'âge, qu'abandon, renoncement, résignation, humilité et soumission ? Être un *homo festivus* débutant d'une *rave party* catholique, refuser son unicité, n'est pas signe de jeunesse. Dans ce cas, aussi, dirait Brassens, « *le temps ne fait rien à l'affaire* ». Et Stirner aurait précisé : « *Que sert-il aux moutons que nul ne restreigne leur liberté de parole ? Ils ne feront jamais que bêler. Donnez à un croyant, qu'il soit musulman, juif ou chrétien, la permission de dire ce qu'il voudra. Il n'aura jamais que des niaiseries bornées à raconter.* »

Après les indignés, les résignés, se réjouit le pape, contemplant la foule des jeunes catholiques, le 15 août à Madrid. Le même jour, un autre pape, celui du boudhisme, se glorifiait de recevoir à Toulouse (*Le Monde* du 17 août 2011), où il donnait une conférence sur « l'art du bonheur », le grand manitou des indignés d'Europe, en la personne de Stéphane Hessel. Pour le Dalaï lama, l'indignation de son ami français de 90 ans qui, preuve de sa bonté intérieure, marche sans canne, n'est qu'une forme de compassion contre l'injustice. Ce joyeux chef dont l'idole est le bouddha, s'apprête à renoncer au pouvoir temporel (*Le Canard enchaîné* du 17 août 2011). Il ne renonce pas pour autant à décider de sa réincarnation, éventuellement en femme (*sic*), mais s'insurge contre l'idée que les Chinois communistes et athées se mêlent de ce qui est sa propre affaire. Il faut dire que l'athéisme n'est pas en odeur de sainteté chez les adeptes du bouddhisme en phase préparatoire de réincarnation. Le livre de Stéphane Hessel sera certainement traduit en tibétain et trouvera ainsi de nouveaux catéchumènes.

L'individu se construit par la pensée individuelle, le jugement personnel, la singularité de chacun, de chacune, la diversité, la particularité, l'esprit critique, le questionnement, le dialogue contradictoire, la curiosité. De même, il renforcera sa personnalité, sa particularité en cherchant à mettre en doute, non pas sa propre capacité, mais tout ce que l'on lui inculque, ne se laissant entrainer par aucune « autorité », quelque soit la séduction de cette dernière. Tels sont les irréductibles ennemis de la croyance, du dogme, de l'absolu, de la vérité éternelle, du catéchisme, de l'aveuglement, de la soumission, de la résignation. Et on comprend mieux le souci,

pour un envoyé de Dieu sur Terre, de tout tenter pour étouffer ce qu'il appelle la « mentalité individualiste ». En un mot, croire ou penser, il faut choisir, n'en déplaise à Descartes qui tentait désespérément de démontrer à l'aide de la raison, de la rationalité, de la logique de la pensée, l'existence de Dieu : Benoit 16 a choisi.

Vous avez dit morale !

« *De Tottenham (quartier pauvre de Londres) à la City, le même effondrement moral* » titrait *Le Monde* du samedi 20 août 2011, page 16.

David Cameron parle d'effondrement moral dont souffrent uniquement les jeunes émeutiers de Londres. Le *Daily Telegraph*, journal conservateur, « *suggère qu'à cause des financiers et des politiciens, l'immoralité est devenue la norme* ». « *La décadence morale de notre société est aussi forte au sommet qu'au bas de l'échelle* ». Les émeutiers n'ont fait que copier les élites, « *cupides, imprudentes et irresponsables* ».

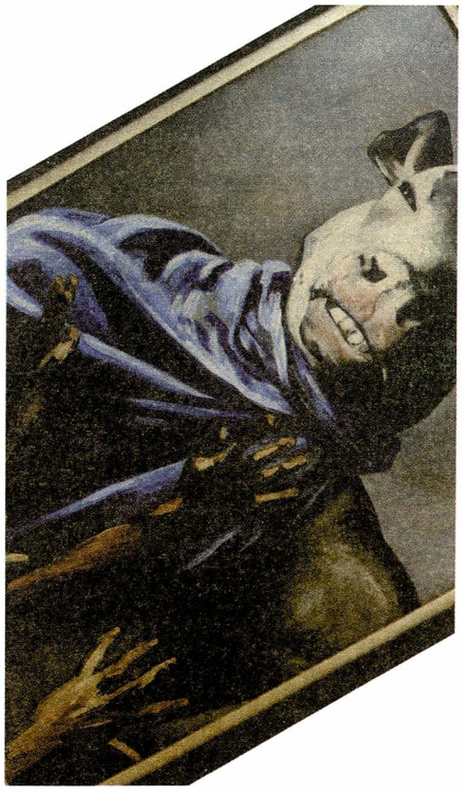
Mais peut-on parler d'une morale qui s'effondre ? La confiscation totale ou partielle d'un gain, d'un profit réalisé concrètement par d'autres que ceux qui s'en emparent autoritairement, au nom de la loi du plus fort, semble fort éloignée de la notion de « morale ». Pour d'aucuns, c'est un vol. Or notre système économique et de relations sociales est fondé sur ce vol. L'importance quantitative de ce prélèvement est variable, mais son principe ne l'est pas. Pour le « capital » et son détenteur, il s'agit de minimiser la portée de ce vol. À cet exercice s'adonnent de brillants économistes. Lorsque les effets de ce prélèvement provoquent des crises et, en prolongement, des troubles, d'éventuelles « catastrophes », il faut de la finesse et de l'imagination !

C'est ainsi que, le président du Cercle des économistes ne voudrait pas que nous nous «*laissions aller au catastrophisme ambiant*» et propose une «*économie plus subtile* (sic), *dessinant une trajectoire de court et moyen terme*», fondée sur un «*taux d'épargne plus faible et une épargne de long terme*» (*Le Monde* du 21 août 2011).

Un magistrat honoraire, expert en sécurité urbaine (*sic*), M. Marcus, illustre, en comparant un «trader» à un émeutier ce qu'est la captation indue d'un bien. Allant plus loin dans la critique d'une justice sans «morale», il souligne que la répression sera d'autant plus sévère que l'émeutier a un statut social de faible niveau. Pire, ce serait parce que la justice d'État est impuissante contre les riches que les magistrats se défoulent sur les pauvres, en alourdissant les peines.

M. Marcus écrit, en effet: «*Les figures de l'émeutier sont diverses, c'est le trader, c'est le hooligan, c'est l'homme qui se joint à un rassemblement de beuverie, mais c'est aussi le tueur de Norvège; les émeutiers de Londres sont tout autant les gens de la City que ceux de Hackney, il est plus simple de contrer l'émeutier de la rue, de le réprimer à la mesure de la pauvreté de son statut social, de son poids dans la société. Toutes les justices compensent leur impuissance à atteindre les émeutiers en col blancs.*»

Dans le même numéro, on peut lire que le premier ministre britannique, dont les frasques d'une riche jeunesse sont décrites sous le titre de «*David Cameron échappe à la police*» (*Le Canard enchaîné* du 24 août 11) constate que la société anglaise qu'il dirige est «*en miettes*». Il proclame: «*La broken society est de retour au sommet de mon agenda*».

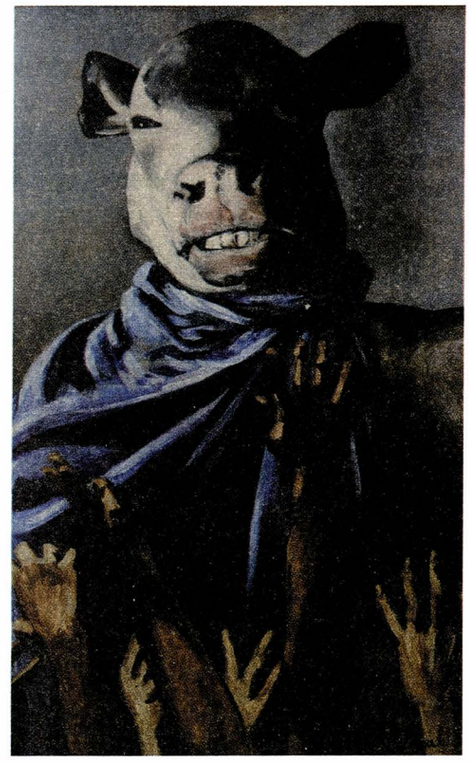


Pour recoller sans attendre les morceaux, il envisage de créer des zones de «*couvre feu*» dans les quartiers pauvres et des interdictions de sortir en fonction de l'âge et de l'heure. Il a surement souvenir qu'au temps de sa folle jeunesse, un de ses passe-temps favoris était de mettre en miettes, de dévaster complètement, avec ses jeunes amis fortunés une salle de restaurant de luxe. Bien entendu, le lendemain du forfait, il présentait ses excuses et payait le prix des dégâts. Quant au vice premier ministre il veut que les jeunes condamnés à des travaux de réparation des dégâts causés (on dirait ici, travaux d'intérêt public) soient forcés de porter des vestes «*à haute visibilité*». On pourrait ajouter, par référence à une période également sans morale: de couleur jaune, de préférence!

Sous le sous titre «*Il faut en finir avec la finance improductive*», l'économiste Jean Louis Guigou écrit: «*En économie, depuis la nuit des temps, les hommes n'ont trouvé que deux façons d'acquérir des ressources: prendre, comme le fait le frelon, créer, comme le fait l'abeille.*» Et cet économiste précise: «*Les abeilles sont celles qui produisent de la richesse et de la valeur ajoutée. Les frelons, en revanche, sont des prédateurs. Les plus connus sont les rentiers, qui exploitent et spéculent en Occident, s'ajoutent des prédateurs nouveaux, très virulents, qui opèrent soit dans la manipulation de l'information, soit dans la dérégulation financière. Au sud comme au nord, les frelons prédateurs tirent leurs revenus exorbitants, non pas de la production-création-innovation, mais de leur proximité avec le pouvoir politique. Partout, dans le monde, les abeilles travailleuses se révoltent contre les frelons prédateurs. Les indignés de Madrid, les révoltés d'Athènes, les insurgés de Tel Aviv, et même les casseurs de Londres.*» (*Le Monde* du 18 août 11).

Et après avoir proposé quelques remèdes (taxation des «improductifs», traquer les faux métiers que les frelons ont investi, traquer les niches proches du pouvoir politique où ils prospèrent), l'auteur, économiste, de ce texte ajoute, sentant bien que ses modestes solutions seront rejetés par les pouvoirs politiques et financiers: «*Mais il faudra aussi regrouper toutes les abeilles et rejoindre leur révolte contre les frelons.*»

On voit, par ces exemples, que pour un économiste et un ancien magistrat, l'État, tout autant que l'organisation économique et sociale capitaliste sont, par nature, en dehors de la morale, opposés à la justice, cette justice qui se fonde sur le respect de la dignité de chaque individu et de la défense de cette dignité lorsqu'elle est attaquée. Autant la justice d'État, distributive, est sans rapport avec toute forme de morale, autant celle, antiautoritaire, qui repose plus sur le contrat que sur la loi, peut être considérée comme «morale». Sur ce point fondamental, le philosophe Alain écrivait en 1912: «*Quelle étonnante ambiguïté dans la notion de justice. Cela vient sans doute principalement de ce que le même mot s'emploie pour désigner la Justice distributive et la justice mutuelle. Or ces deux fonctions se ressemblent*



si peu que la première enferme l'inégalité et la seconde l'égalité...»

Dans la première, il y a en effet une autorité qui «*donne à chacun la part qui lui revient*» (Robert). La justice mutuelle ou «commutative», au contraire, est celle qui «*consiste dans l'égalité des choses échangées, dans l'équivalence des obligations et des charges*» (Robert).

Il est impossible, dans notre société inégalitaire, de passer, sans accroc, d'une justice sans morale à une morale, une philosophie des mœurs qui respecte l'individu. La classe politique est, par nature, indifférente à ce problème fondamental. La classe politique étant déconsidérée, ce sera aux vrais indignés, non résignés, d'agir. Et ce ne sont pas les seules populations d'Europe qui doutent de la capacité des détenteurs professionnels de la souveraineté populaire à tenir compte des aspirations des populations! Notre honorable conseil d'État, constatant cette incapacité des élus du peuple à assurer correctement leur mission, propose de «*mieux associer le citoyen à la décision publique*».[2]

A. Z.

1. La règle d'or ou les rois de l'esbroufe. Il faut à la majorité actuelle un culot exceptionnel pour jouer subitement les professeurs de vertu budgétaire. Leur projet de «constitutionnaliser» la limite des dépenses publiques à partir de 2013 est un leurre. Le texte de cette loi-article de la constitution ne fixe aucune limite concrète et laisse à de simples «lois-cadres», votées chaque année, le soin de définir un plafond de dépenses.

2. Pour poursuivre la réflexion sur cette invitation voir le blog archibaldzurvan. blogspot. com, «La Foire du Trône».

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Kropotkine et la Révolution française

Au sujet d'une réédition bienvenue

Pierre Sommermeyer

RUSSE, PRINCE, GÉOGRAPHE, ANARCHISTE, voilà ce que pourrait être, réduite à ces mots clés, la fiche de police de Piotr Kropotkine. Russe, prince, géographe, anarchiste, il fallait être tout cela pour oser se lancer dans l'aventure, et c'en est une que l'écriture d'un ouvrage sur un sujet aussi sensible, comme celui que vous avez entre les mains. Nous allons reprendre ces quatre mots l'un après l'autre et tenter de dresser un court portrait de notre auteur, en le liant chaque fois que cela sera possible au sujet de ce livre, dont nous essaierons par la suite de dégager l'intérêt, et en posant les éléments du débat qui, sur ce thème, a agité le monde des historiens.

Kropotkine est donc né le 9 décembre 1842 à Moscou, dans un pays qui venait, trente années plus tôt, d'entrer en Europe par la victoire sur Napoléon Ier. Les troupes russes ont occupé Paris après avoir remporté avec les Européens coalisés la bataille de Waterloo en juin 1815. Elles ne reviendront dans leur pays que bien des années plus tard. Entre-temps, leur maître, le tsar Alexandre, a imposé à la France, et à son roi, Louis XVIII, l'obligation d'instituer une Constitution moderne. Les officiers russes sont tous, ou quasiment tous, issus de familles nobles où la langue parlée est soit le français, soit l'allemand. Le russe ne sert qu'à la relation avec les serfs. Cette maîtrise du français a comme conséquence la découverte des idées libérales qui à cette époque irriguent la société française. Il faudra peu d'années pour que certains de ces officiers décident de se regrouper pour changer le système russe et tentent, le 14 décembre 1825, un coup d'État qui échoue. La répression se solde par cinq pendaisons et cent-vingt peines d'exil.

C'est donc dans une famille princière que Piotr Kropotkine voit le jour. Elle remonterait aux grands-princes de Kiev, d'avant l'occupation mongole de la Russie (1220-1460). Cette famille réside à Moscou en hiver. Au printemps, elle rejoint sa propriété campagnarde avec les « *quarante ou cinquante domestiques qui accompagnaient la famille à Nikolskoïe* »[1], à trois-cents kilomètres de là. Tout ce monde, sauf les maîtres, marche à pied. Le premier précepteur de l'auteur est français. Kropotkine écrit : « *Un de ses récits sur la révolution de 1789 produisit une profonde impression sur mon esprit*[2]. » À l'âge de 15 ans, Piotr entre dans une école militaire attachée à la maison impériale, le corps des pages, qui compte environ cent-cinquante élèves, la plupart enfants de la noblesse de cour. Après quatre ou cinq ans, « *ceux qui avaient passé les examens de fin d'études étaient reçus officiers d'un régiment* [...] *qu'il y eut ou non vacance de poste* »[3]. Les principales matières qu'il étudie sont les mathématiques, la physique et l'astronomie. Attiré par la philosophie, il passe de nombreuses nuits à dévorer les auteurs français dont les œuvres sont interdites en Russie, mais qui malgré tout sont présentes dans la bibliothèque du mari de sa sœur. Chaque année l'été s'écoule dans un camp hors de Moscou où l'exercice militaire, quoique honni par tous, occupe la majorité du temps. C'est là que Kropotkine apprend l'arpentage dont il dit : « *Si je devins plus tard explorateur en Sibérie, ces*

exercices d'arpentage en furent les causes déterminantes. » En juin 1862, après les examens, passés devant l'empereur, comme ses camarades, il est nommé officier. Devant eux, le tsar prononce alors ces paroles : « *Si l'un de vous venait à manquer de loyauté envers le tsar* [...], *il serait traité sans la moindre commisération.* » Quelques jours plus tard, le même souverain le laisse partir en Sibérie en lui disant : « *Va, on peut être utile partout !* »

À cette époque, cette immense région vient d'être annexée par la couronne russe. Pour toute cette jeunesse dorée, elle représente la nouvelle frontière. C'est la période des réformes. Un an auparavant, le tsar a aboli le servage. Dans la foulée de ce désir de changement, la Sibérie représente la région en pointe pour ces réalisations. C'est là-bas que Kropotkine fait ses premières armes d'administrateur. Ces espérances se fracassent en 1863 sur l'échec de la révolution polonaise et sa répression sauvage. Il écrit à cette occasion : « *Une révolution doit être dès ses premiers débuts un acte de justice envers les maltraités et les opprimés et non une promesse de faire plus tard cet acte de réparation.* » La réaction russe revient alors en force, le temps des réformes est terminé. Libéré de ses fonctions, il profite de la situation pour parcourir cette région qu'il traverse de part en part, à cheval, jusqu'au Pacifique. Cette traversée lui permit, dit-il, de « *découvrir la clé de la structure des montagnes et des plateaux de Sibérie* ». Si, à partir de ce moment-là, Kropotkine approfondit son métier de géographe, c'est aussi en Sibérie que se mettent en place les prémisses de son adhésion à l'anarchisme : « *Je perdis ma foi en cette discipline d'État. J'étais ainsi tout préparé à devenir anarchiste.* »

Il faut attendre plusieurs années pour qu'il puisse prendre contact avec le courant antiautoritaire de la Première Internationale. Cela se fait lors d'un voyage en Suisse en 1871. Après Zurich, où il adhère dès son arrivée à l'Association internationale des travailleurs, il rejoint Genève, d'abord séduit par la section locale dirigée par Nicolas Poutine, dont Bakounine dit pis que pendre dans son rapport sur l'Alliance la même année ; il la quitte et rejoint la Fédération jurassienne l'année suivante. Il aide alors James Guillaume dans son travail d'imprimeur éditeur. S'il ne rencontra jamais Bakounine, il en décela rapidement l'influence. Toutes les discussions qu'il a pendant son séjour, toutes les rencontres qu'il fait l'amènent « *à comprendre peu à peu que des révolutions, c'est-à-dire des périodes d'évolution accélérées et de transformation rapide sont aussi conformes à la nature de la société humaine que l'évolution lente qui s'accomplit au sein des races civilisées* ». Il rentre en Russie en 1873, participe à des réunions clandestines et est arrêté par la police secrète au début de l'année suivante ; puis est emprisonné dans la sinistre prison Pierre-et-Paul où Bakounine l'a précédé de 1851 à 1854. Transféré, malade, dans un hôpital militaire, il s'en échappe le 30 juin 1876. Aidé par des compagnons, il rejoint l'étranger. Il circule beaucoup : en Angleterre, en Suisse, en France, et encore en Angleterre. En décembre 1882, il est arrêté en France et emprisonné à Lyon. Procès avec d'autres anarchistes, condamnations qui soulèvent l'indignation qui va entraîner la grâce. Libéré, de retour en Angleterre, il publie un livre sur les prisons françaises. Le prince anarchiste va jouer un rôle important dans le mouvement anarchiste. Il va développer un fort sentiment anti-allemand dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale et prend parti pour la guerre contre l'Allemagne au désespoir de ses amis. Kropotkine ne rentre en Russie qu'au milieu de 1917. Le dirigeant du moment, Kerensky, lui propose un poste de ministre, offre qui est repoussée.

Un an après, sa joie d'être rentré laisse la place au pessimisme : « *L'avenir est noir* », écrit-il à un ami[4]. Selon le représentant du président américain venu le visiter, le vieux militant se lance dans une attaque en règle des bolcheviks : « *Ils ont trompé les âmes simples.* » Il ajoute, toujours selon la même source : « *Les révolutionnaires avaient des idéaux, Lénine n'en a aucun.* » Makhno, peu connu alors, de passage à Moscou, vient s'entretenir avec lui avant de repartir en Ukraine pour les combats que l'on sait. Puis les amis de Kropotkine lui trouvent une maison à la campagne plus confortable que celle qu'il habite en ville. Il meurt le 8 février 1921. Un cortège de cent mille personnes l'accompagne à sa dernière demeure. C'est la dernière manifestation publique anarchiste en Russie. Kropotkine est l'auteur de nombreux ouvrages, dont l'un, *l'Entraide*, continue d'influencer profondément le mouvement anarchiste, témoin le numéro spécial (n° 23) que lui consacra la revue de recherches anarchistes *Réfractions* à l'automne 2009.

Le livre que vous allez lire est le résultat d'études approfondies commencées en 1886 en Angleterre. Bien qu'il contienne les dates de début et de fin de la Révolution

française, 1789 et 1793, son auteur a décidé de mettre en lumière la période qui a précédé, une révolution n'étant pas un événement sans racines. Il y a en France une suite presque continue d'insurrections paysannes dès l'avènement de Louis XVI. Le pays est alors peuplé de 26 millions d'habitants. La paysannerie en constitue l'écrasante majorité. Elle représente 80 % de la population et ne possède que 30 % des terres. Le reste étant partagé entre la noblesse et la bourgeoisie à part quasiment égale. Paris compte à cette époque environ 600 000 habitants. Ce n'est donc pas un hasard si Kropotkine s'intéresse de près au sort des paysans. C'est ce qui fait en bonne partie l'originalité de son étude. Sa connaissance de la Russie et son expérience sibérienne vont nourrir sa réflexion. À cette époque, la misère est grande. Tout est bon pour se nourrir. Une étude montre qu'alors, bon an mal an, 900 condamnations à mort sont prononcées dans le royaume et que 700 d'entre elles concernent des mendiants[5]. C'est donc dans les campagnes que la révolution commence. C'est de la jonction de cette jacquerie, générale et permanente, avec les désirs d'émancipation de la bourgeoisie que naît la Révolution. Et notre prince russe de démontrer qu'elle va se faire au détriment des premiers. Dans toutes leurs revendications, les paysans réclament le retour des droits communaux éliminés au cours de l'histoire par les nobles. Mais ces droits, volés, extorqués, il faut que le paysan les rachète. On avait pu croire que, lors de cette fameuse nuit du 4 août 1789, les droits des seigneurs avaient été abolis, mais dans les faits il n'en fut rien. Kropotkine donne à lire le texte de la loi féodale du 1er mars 1790 qui énonce un certain nombre de servitudes auxquelles les paysans restent soumis[6]. Il revient, cent pages plus loin, sur le même problème. Quelles sont les raisons profondes de cette insistance ? Probablement l'opinion affichée par les populistes russes que les formes primitives de l'organisation paysanne peuvent porter en germe celles du communisme à venir. Cela n'est pas sans rappeler le dialogue entre Karl Marx et Vera Zassoulitch[7] à ce propos. Cette dernière est déjà une amie de Kropotkine, rencontrée à Genève en 1872, quand elle correspond en 1881 avec l'auteur du *Capital* à propos des formes primitives « révolutionnaires » de la commune rurale russe et de leurs importances dans une possible révolution ; ce qui est pour elle et pour ses amis « *une question de vie ou de mort* »[8]. Cette problématique à laquelle Kropotkine tint tant n'a pas frappé autant les mémoires que la décapitation du roi et la période de la Terreur avec Robespierre.

Les révolutions n'étaient pas choses nouvelles : peu avant la France, les États-Unis étaient nés en jetant par-dessus bord des paquets de thé et en boutant les forces anglaises hors de chez eux. C'était en 1776. Un siècle avant, en Grande-Bretagne, un roi fut même décapité, mais tout revint en place, et les rois se sont succédé sans interruption jusqu'à aujourd'hui. Ce qui se passa en France pesa d'un autre poids. Kropotkine fait de l'exécution de Louis XVI un moment pivot. Son appréciation frise l'exaltation, il est loin de l'analyse matérialiste quand il dit à propos de cet événement : « *Un des principaux obstacles à toute régénération sociale de la République n'existait plus*[9]. » En restant dans ce registre, on peut noter que Lynn Hunt, universitaire américaine, spécialiste de la Révolution française, avance que l'on « *pouvait relire la révolution française à partir de la notion freudienne de "roman familial"* ». Elle s'appuie sur un des rares textes historiques de Freud, *Totem et tabou*, mettant en relation l'activité fantasmatique des acteurs de la Révolution avec un récit mythique des origines. Elle établit ainsi une concordance entre le meurtre du père par ses fils qui, après cette transgression, cherchent à compenser leur culpabilité en affirmant que « *la force de leur solidarité fraternelle est ce qui résulte au plan politique de la représentation politique du gouvernement révolutionnaire après la décapitation de Louis XVI* »[10]. Ce que conteste Alex Raffy, psychanalyste strasbourgeois[11]. Pour lui, « *le roman familial est une élaboration subjective visant à empêcher la mort du père et sa désacralisation, après avoir constaté que le père réel n'était pas à la hauteur de ses idéaux. Alors que le père du roman familial vient en renfort à la représentation d'un père réel décrédibilisé, Totem et tabou sanctifie le père mort sur lequel s'est créée l'alliance entre frères* ». On voit ici à quel point les choses sont inextricablement liées. La Commune (ensemble des sections parisiennes) comme la Terreur et le Comité de salut public vont amener d'autres débats non moins contradictoires.

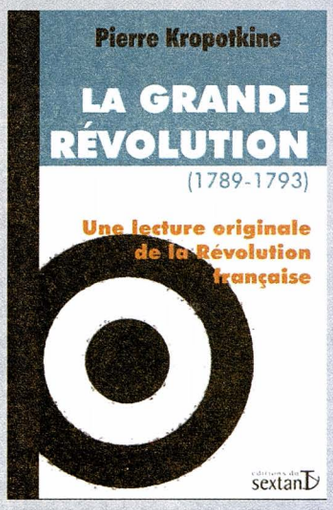
Quand Daniel Guérin publie en 1946 son ouvrage *Lutte des classes sous la Première République*, il critique, de fait, les tenants d'une histoire univoque faisant de Robespierre et du Comité de salut public les prédécesseurs de Lénine et des bolcheviks. Pour Guérin, ce n'est pas la pression des armées étrangères qui amena la Terreur mais les contradictions internes à la Première République. Pour Guérin, le grand historien Georges Lefebvre « *était devenu le garant d'un robespierrisme qui traduisait la dimension autoritaire et étatique du Parti communiste français* »[12].

Quand, après avoir lu Soljenitsyne, l'intelligentsia française entreprend de chercher « ailleurs » les raisons de sa soumission à l'autoritarisme stalinien, un historien, François Furet, publie en 1978 *Penser la Révolution française*, ouvrage où il se propose de chercher les origines de cette attitude précisément dans cette Révolution française. Il va trouver dans la Terreur, fruit selon lui de la démocratie directe, la matrice du totalitarisme. Il ouvre ainsi la voie au courant libéral conservateur pour qui l'idée même de révolution est porteuse génétiquement du goulag.

Kropotkine ne se doutait pas alors à quel point il avait raison quand il écrivait que « *ce qu'on apprend aujourd'hui en étudiant la Grande Révolution, c'est qu'elle fut la source de toutes les conceptions communistes, anarchistes et socialistes de notre époque* ». Il aurait pu encore ajouter que cette histoire sert aussi ceux pour qui toute idée de révolution est haïssable. **P. S.**

---

1. Pierre Kropotkine, *Autour d'une vie. Mémoires*, Stock, 1898, p. 39.
2. Idem, p. 47.
3. Idem, p. 72.
4. G. Woodcok et I. Avakoumovitch, *Pierre Kropotkine, le prince noir*, Calmann-Lévy, 1953, p. 310 et suivantes.
5. Collectif, *Histoire de la population française*, tome 2, PUF, 1988, p. 542.
6. *La Grande Révolution*, Stock, 1909, p. 262.
7. Véra Zassoulitch qui fit feu, en 1878, sur le préfet de Pétersbourg – ce dernier avait fait fouetter un étudiant –, fut acquittée par le jury impressionné par l'opinion publique favorable à l'accusée.
8. Maximilien Rubel, « Karl Marx et le socialisme populiste russe », la Revue socialiste, n° 11, mai 1947.
9. *La Grande Révolution*, Stock, 1909, p. 436.
10. Selon François Dosse in « Histoire et Psychanalyse : Généalogie d'un rapport ».
11. Auteur de la *Pédofolie. De l'infantilisme des grandes personnes*, De Boeck, Bruxelles, 2004.
12. « Daniel Guérin et Georges Lefebvre, une rencontre improbable ».



Pierre Kropotkine, *La Grande Révolution (1789-1793). Une lecture originale de la Révolution française*, éditions du Sextant, 2011, 552 pages, 26 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire ou sur www.librairie-publico.com

Paris à Nice à pied, c'est la lutte des sans-papiers

Le samedi 1er mai 2010, à la suite d'une décision prise en assemblée générale tenue au ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, bâtiment de la CPAM, rue Baudelique dans le XVIIIe parisien, occupé depuis juillet 2009, une centaine de sans-papiers, accompagnés de soutiens solidaires, entreprend une marche depuis Paris avec Nice pour cible. Trente et un jours prévus pour, non pas barboter dans la mer des golfes clairs, mais pour se manifester publiquement, faire entendre l'indignité qui leur est faite, tant à la France traversée qu'au sommet qui réunit sur la Côte d'Azur chefs d'États africains et dirigeants français, manifestation traditionnelle et commémorative de la FrançAfrique. La mer des reflets d'argent.

Métie Navajo, devenue rapidement Méthyka pour ces occasionnels chemineaux, est « soutien » et elle les accompagne pendant la quasi-intégralité du parcours. Elle a décidé d'écrire comme on tient un journal de bord – « *écris donc, que restera-t-il sinon de nous, de ce que nous faisons ?* » – mais aussi parce que, à travers l'écriture, elle continue, approfondit, exalte cette expérience où l'effusion humaine, les épreuves presque initiatiques, la découverte de l'intensité d'une force construite sur la volonté partagée d'obtenir justice peu à peu effacent les différences culturelles, psychologiques propres à chacun des marcheurs. « *Une urgence d'écrire me tourne la tête en marchant sur le bitume, le long de la forêt, sous le ciel qui pour nous retient ses larmes.* » Et, alors qu'elle a dû rejoindre Paris avant de reprendre la marche à Lyon : « *J'écris, je suis avec eux* ».

Cette « geste » se lit comme un récit de voyage tout à la fois moderne et militant mais où une sorte de veine romantique affleure constamment. « *Dans un ouvrage du genre de cet Itinéraire, j'ai dû souvent passer des réflexions les plus graves aux récits les plus familiers… mon style a suivi nécessairement le mouvement de ma pensée et de ma fortune* »*. Chateaubriand met en garde le lecteur sur la diversité des domaines évoqués dans le récit et, en conséquence, sur « l'ennui » partiel qui peut en dériver. Cette difficulté signalée sur la pluralité du discours devient dans la chronique de Métie N. source fondamentale de plaisir de la lecture. Car sa démarche abolit le discours strictement militant, explore les dimensions culturelle, sociale, ethnologique et psychologique qui se confrontent au sein d'une collectivité multiple « *de vivants* », elle-même constituée de « *collectifs* », Africains, « *surtout très noirs* », Turcs et Kurdes, maghrébins, « *un Chinois unique* », « *deux belles dames d'Algérie* », etc. La richesse et la diversité des observations sur la construction progressive d'une vie en commun le temps d'une longue marche, sur les réactions de cette France confrontée au passage de l'inconcevable ou presque, qui danse, chante, tient des analyses critiques et des discours véhéments clairement formulés contre le système et les responsables politiques (Hortefeux, Besson et bien sûr Sarkozy le Petit et la nature même du système économique) tiennent le lecteur en haleine à la façon d'un roman d'aventures vraies. On y trouve l'hostilité manifeste rencontrée au cours de certaines haltes ou encore l'indifférence gênée, mais aussi la solidarité d'organisations et d'élus. Métie N. parle autant de la rugosité manifestée parfois par les marcheurs que de la naissance de véritables échanges qui transcendent les différences, de la difficulté à être femme dans ce cortège mais aussi de la considération dont elles sont l'objet, de la conscience de la nécessité d'adopter une sorte de « règlement » collectif pour éviter de donner prise à la critique des détracteurs, mais aussi pour éviter les traquenards.

Ce récit qui fuit le cliché propagandistique mais revient presque anaphoriquement sur la nature de la lutte des sans-papiers, écrit à la première personne dans une langue à coloration souvent lyrique ou poétique, témoigne de la progressive compréhension de la confrontation quotidienne avec l'altérité – « *je ne connais pas grand chose de l'histoire de la lutte… J'apprends en marchant* » – Simultanément, la dimension humaine des « marcheurs » gagne en densité et apparaissent « *les énormes serpents du Sénégal* », « *le cri des loups* » en Algérie, tout près de la Kabylie, le Monsieur de Haïti ou encore le boulanger de pizzas turc. Et les chants, les banderoles, la danse…

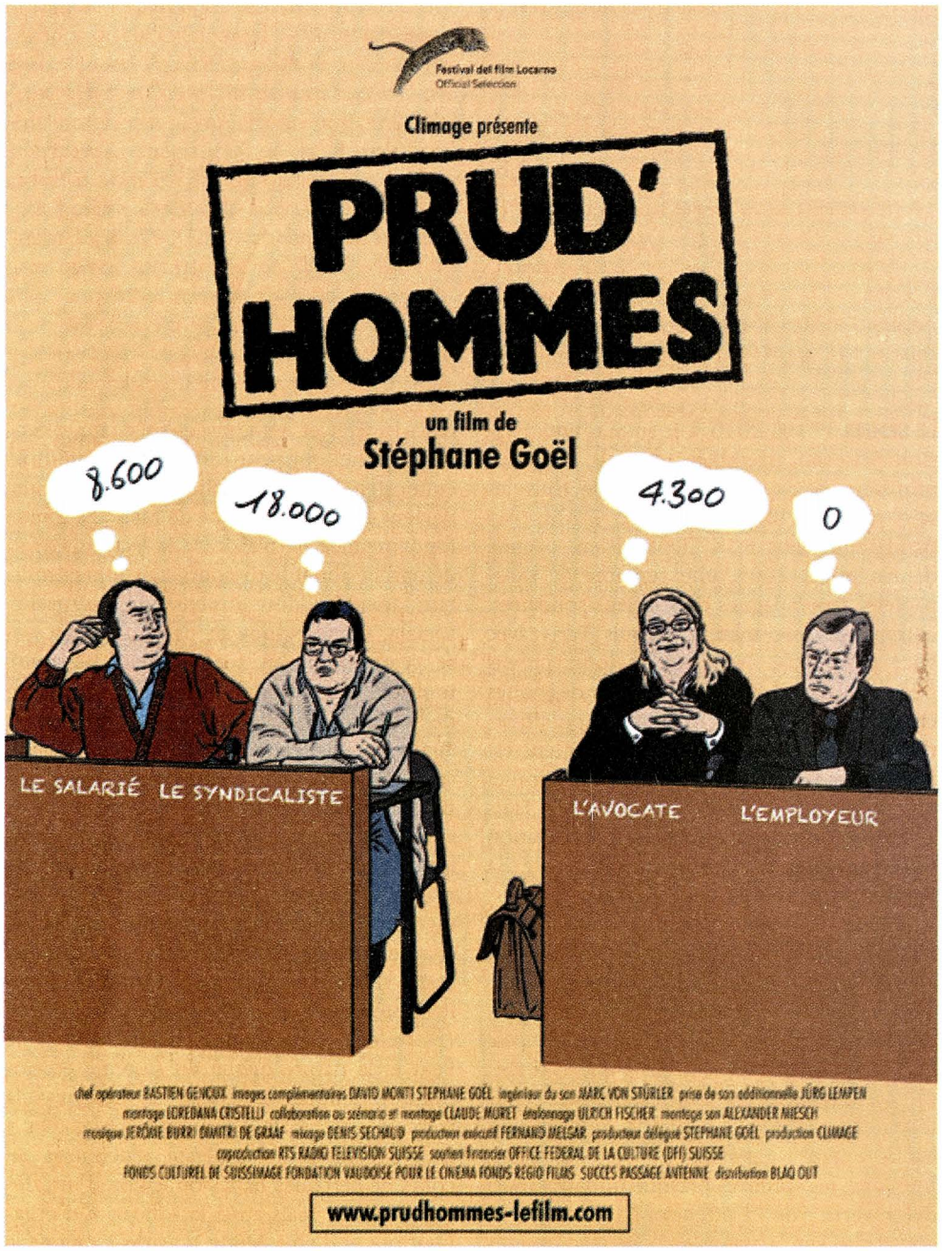
Métie N., sans regrets, dit avoir « *sacrifié un genou à la cause des sans-papiers* ». Osons l'adaptation « humoristique » : cette passionnée et passionnante chronique valait bien un genou.

Silfax

*. F.R. De Chateaubriand, Itinéraire de Paris à Jérusalem, 1811.

Métie Navajo, *La geste des irréguliers. Sans-papiers sur les routes de France*, rue des Cascades, 2011, 256 pages, 12 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire ou sur www.librairie-publico.com

Prud'hommes



Ce qui frappe dans la mise en scène de ce documentaire, c'est la prévalence de la dimension théâtrale de tout procès, au moins de toute comparution.

Cette théâtralité éclate dans l'attitude du juge – qu'il soit autoritaire ou conciliant – et surtout dans celle des avocats redoublant de politesses et flatteries les uns avec les autres ; elle contraste fortement avec la crudité de la situation des plaignants, victimes de conditions de travail exécrables, de harcèlement, de licenciement abusif. L'état d'urgence dans lequel ils se trouvent étant exposé avec insistance par un des avocats, à une représentante de l'entreprise qui refuse d'y croire.

Diverses formes d'abus sont abordées selon un montage savant, qui opère par recroisement des affaires et des destins – chaque séance au tribunal étant précédée d'un dialogue avec le responsable syndical ou l'avocat.

Dominent les cas d'emplois précaires, attribués à des Maghrébins ou à des Africaines, ou à de presque adolescents. La plus âgée est une Polonaise qui, comme l'une des Africaines, déplore sa piètre connaissance de la langue française qui redouble sa vulnérabilité.

On est ému par le mélange d'intelligence, de lucidité et la détresse de ces ouvriers et employés – les femmes, pleines de résolution, finissant par fondre en larmes. Hormis l'une, dressant implacablement, dans un langage de sociologue, le tableau de l'exploitation moderne dont elle est victime, où le temps de travail coïncide désormais avec celui de l'existence entière, déréglant celle-ci.

Est totalement absent l'humour qui caractérisait par exemple *10e Chambre. Instants d'audience* de Raymond Depardon – humour lié aux angles de prise de vue qui, là, sont assez répétitifs, et surtout à la complexité, et du coup à la richesse d'observation des « cas » de délinquance. Dans ces comparutions aux prud'hommes rien n'est clairement réparti : délit d'une part et jugement de l'autre, puisque l'enjeu de la confrontation est précisément de déterminer qui est la victime et qui le coupable – le bon et le méchant, comme dit un avocat.

Une bande-son intéressante, avec des passages abstraits de conversations feutrées s'entrecroisant derrière les portes closes, et une musique discrète sans dramatisation.

Les images de ces portes alternent avec la vision des couloirs, des murs aux fresques militantes, des statues dont celle de Guillaume Tell, rythmée par le plan d'ensemble du majestueux palais de justice de Lausanne et créant une impression de secret, de gravité, à la limite de l'étouffement.

Les issues sont diverses. Certains salariés abandonnent, d'autres gagnent, la plupart transigent. La familiarité qui s'établit tout au long du film entre les spectateurs et ces femmes et ces hommes malmenés se heurtant avec brutalité, à des « verdicts » insatisfaisants qui ne remettent pas vraiment en question l'ordre dominant.

Marie-Claire Calmus

*. *Prudhommes* de Stéphane Goël (Suisse 2010)

Salon du livre anarchiste de Merlieux 2011

Voir l'article page 4, informations page 23.

« Un seul oiseau en cage
La liberté est en deuil »

Jacques Prévert, *Fatras* 1966.

« Haut les cœurs compagnons !
Les « Merlieusards » ouvrent le bal du 6e Salon du Livre Anarchiste ce dimanche 25 septembre 2011.

Embrasse ta compagne, ventre rond du monde, monte sur la barricade de tes désirs, ouvre d'autres horizons que les matins blêmes des départs à l'usine.

Hâte la fin du totalitarisme financier en mettant des mots d'amour dans la dynamite lettrée qui mettra à bas le capitalisme cynique, parti universel de la marchandise, brute mâle, militaire et patriarcale dont l'arrogance n'a d'égale que la cupidité.

Mort aux vaches! Mort aux lois! Outrage le bourgeois bien-pensant, ne lâche rien, fais éclore partout la conscience d'un bonheur à construire. Résignation et servitude volontaire arment les tyrannies qui nous oppriment, bien des Bastilles restent à prendre, pas d'alternative à la Révolution !
Sans dieu, sans maître, sans état ni patron, égalitaire, solidaire, autogére la cité, libre enfin!
Des idées, des livres et des pavés !
Mille fleurs pour Botul, dix mille pour l'Anarchie. »

PÔLE AUTEURES

Nan AUROUSSEAU, René BERTHIER, Pierre BRASSEUR, Jacques BULLOT, Marie-Claire CALMUS, Sylvie COHEN, Pascal COLÉ dit Paco, Odile CONSEIL, Nathalie FUNÈS, Thomas GAUTRON, Sarah et Adolfo KAMINSKY, Léo LAPOINTE, Jean-Pierre LECERCLE, Hugues LENOIR, Jean-Hugues LIME, Thierry MARICOURT, Laurent MELON, Evelyn MESQUIDA, Gérard MORDILLAT, Frédéric PAGÈS, Jean-Louis PAUL, Philippe PELLETIER, Maurice RAJSFUS, Jean-Marc RAYNAUD, Jean-Jacques REBOUX, Benoist REY, Bertrand ROTHÉ, Patrick SCHINDLER, Suzanne WEBER.

SAMEDI 24 SEPTEMBRE

18 h Remise, par un jury spécial, du PRIX « Ni dieu, ni maître 2011 » à Laurent Melon pour l'ensemble de son œuvre et plus particulièrement pour *Récital Ésope* paru aux Éditions Libertaires en 2011, livre reconnu aussi bien par le ministre de la culture que par les anarchistes soucieux de culture.

19 h 30 REPAS ANAR à prix libre (sur réservation au 03 23 80 17 09). Cette année un "Bourguignon maison" mijoté par le maître queux **Benoist Rey**, écrivain et fin gourmet.

21 h 30 CONCERT avec **Les Frères Lumière**, groupe du cru, Punk, Rock, Reggae et **Fred Alpi**, Blues-rock libertaire qui tue.

Le Forum Social Libertaire / Salon du Livre Anarchiste sera retransmis en direct sur Radio Libertaire (89,4 Mhz - Paris), et sur le net : http:// www.federation-anarchiste.org/rl

PÔLE ORGANISATIONS

La Cagna (Craonne), Les Amis de Jean-Baptiste Botul, Centre International de Recherche sur l'Anarchisme (Marseille), Collectif de Défense des Sans-Papiers de l'Aisne, Collectif Anti-OGM de Picardie, Confédération Nationale des Travailleurs (CNT Vignoles), CNT-AIT, Collectif Libertaire Anti-nucléaire Amiénois, Fédération Anarchiste (Librairie Publico, Radio Libertaire, Le Monde Libertaire, Editions du Monde Libertaire), Front Libertaire (Saint -Nazaire), Gaïa (Association organisatrice du Festival "Les vers solidaires" de Saint-Gobain (02)), Ligue des Droits de l'Homme (sections de Soissons et Laon), No pasaran, Réseau Sortir du Nucléaire, Sat-Amikaro (espéranto), Sud Solidaires.

DIMANCHE 25 SEPTEMBRE

10 h OUVERTURE des stands

10 h 45 - 12 h DÉBAT : *L'Anarchisme, idées reçues* avec **Philippe Pelletier**, enseignant à l'université de Lyon, auteur de L'Anarchisme (Le Cavalier Bleu .Collection idées reçues, 2010).

12 h 30 - 13 h INTERMÈDE MUSICAL : **La Bande à Rosa** : chorale amiénoise, chansons engagées.

13 h 30 - 14 h 45 DÉBAT : *Le délit d'outrage* avec **Maurice Rajsfus** (*L'intelligence du barbare*. Éditions du Monde Libertaire, 2010) et **Jean-Jacques Reboux** (*Lettre au garde des sceaux pour une dépénalisation du délit d'outrage*, ouvrage co-écrit avec **Romain Dunand**. Après la Lune, 2008).

15 h - 15 h 30 INTERMÈDE MUSICAL : **OPA Oraisons (funèbres) de Plein Air.** Durée 1 à 4 minutes chacune, ou l'art d'enterrer avant l'heure de tristes ou moins tristes personnages.

15 h 45 - 17 h DÉBAT sur *Botul et l'anarchie* avec **Frédéric Pagès** du Canard Enchaîné, **Jean-Hugues Lime, Bertrand Rothé** et autres botuliens.

17 h 15 - 17 h 45 INTERMÈDE MUSICAL : **La Robinetterie**, groupe local chansons françaises et répertoire botulien.

18 h -19 h 15 DÉBAT : *Il n'y a pas d'alternative...à la révolution*, avec **Gérard Mordillat** et **Bertrand Rothé**, auteurs de *Il n'y a pas d'alternative : trente ans de propagande économique* aux Éditions du Seuil, 2011.

PÔLE ÉDITEURS

AAEL, Après la Lune, CIRA (Marseille), Editions du Ravin Bleu, La Digitale (Quimperlé), Editions Libertaires (Oléron), Editions Tops/H. Trinquier, No Pasaran, Editions CNT-RP, Club du Livre Libertaire (Plusieurs dizaines d'éditeurs libertaires), Editions du Monde Libertaire, Libertalia, Ressouvenances.

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 22 septembre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Bibliomanie (15 heures) Autour des livres.

Petites annonces d'entraide (16 h 30)

Si vis pacem (18 heures) Louis Lecoin nous quittait il y a 40 ans (conférence à Saint-Amand-Montrond, 1er et 2 octobre).

Cinéma en free style (19 h 30) Britt Nini, journaliste, écrivain, enseignante du cinéma, auteur de « L'écran de l'amour » et coauteur du Dictionnaire du cinéma érotique et pornographique.

Epsilonia (22 heures) Musiques expérimentales et expérimentations sonores

Vendredi 23 septembre

Les oreilles libres (14 h 30) Diffusion de l'interview du groupe finnois Alamaailman Vasarat.

Do you hack me ? (16 heures) Les bidouilleurs du réel Le hacking sous toutes ses formes… Sécurité et vie privée.

Radio espéranto (17 h 30)

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Bol d'art (22 h 30)

Nuit Léo 38 (00 h 30) La night.

Samedi 24 septembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30)

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Bulles noires (17 heures) BD/Polar

Contre-bandes (19 heures) Cinéma.

« Orpheas antissa, les jardins d'Orphée » (21 heures) Chronique artistique.

Hôtel Paradoxe (23 heures) Poésie sonore et performance.

Dimanche 25 septembre

Jour de lessive anticléricale (10 h 00)

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles.

Tempête sur les planches (14 h 00) Actualité du théâtre.

La Plume noire (15 h 30) Nos nouveautés éditoriales anarchistes.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Rudies back in town (22 h 00)

Restons éveillés ! (minuit) Libre antenne.

Lundi 26 septembre

Les Enfants de Cayenne (09 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) « La guerre des écrivains 1940-1953 », avec l'auteur Gisèle Sapiro, chercheuse.

Trous noirs (16 heures) Un projet collectif, « Radis & Co », ferme autogérée en Mayenne.

Le vivre ensemble (18 heures) Végétarisme et cause animale.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) La Poste Par la CNT PTT75.

Ca urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)

Mardi 27 septembre

Artracaille (11 heures) Art en marge.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexions sur l'anarchisme.

Un peu d'air frais (16 heures) L'atelier des anarchies sonores, reportages, documentaires, etc.

Des oreilles avec des trous (dedans) (17 heures)

Idéaux et débats (18 heures) Littérature.

Paroles d'associations (19 h 30) Spéciale Allain Leprest avec Agnès Bihl et Thomasi qui nous expliqueront l'influence qu'il a eu sur leur parcours artistique.

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Énergie).

Ca booste sous les pavés (22 h 30) CSPB Comité de Solidarité avec le Peuple basque.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Mercredi 28 septembre

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté 10 h 30) Les disques Delmark.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature et cinéma

Wesh t'as vu ? (17 heures) Micro-trottoir

Femmes libres (18 h 30) Sandrine Goldschmidt, pour le festival Femmes en résistance à la violence institutionnelle, les 1er et 2 octobre, Espace Jean Vilar à Arcueil. resistancesdefemmes.wordpress.com

Ras les murs (20 h 30) Lecture du courrier des prisonniers et situation actuelle de la prison et de la justice.

Traffic (22 h 30) Musiques urbaines et libres propos.

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Le magazine libertaire Live du rock.

89.4 MHZ en région parisienne

r1.federation-anarchiste.org

Informations

Forum social libertaire et Salon du livre anarchiste les 24 et 25 septembre 2011 à Merlieux, entre Soissons et Laon. Entrée libre. Rendez-vous au 8, rue de Fouquerolles. Il est possible de passer la nuit au Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Merlieux en réservant dès maintenant votre place 03 23 80 17 09.

Pour régler votre hébergement ou envoyer un soutien aux organisateurs, faire un chèque à l'ordre de ANARS.

Le site du groupe Kropotkine:

http://kropotkine.cybertaria.org

Courriel :

kropotkine02@no-log.org

Le COT au pas de charge

Ce groupe d'objecteurs et objectrices du Tarn, le COT (collectif des objecteurs et objectrices du Tarn), organise une tournée avec deux objectrices israéliennes qui ont passé plusieurs mois en prison et viennent parler de leur lutte et de leur mouvement en Israël.

Jeudi 22 septembre : Lyon - MJC Saint-Just - 19h30 à 22h30 dans le 5ème arrondissement.

Samedi 24, dimanche 25 et lundi 26 septembre : Nancy (54 Lorraine) - deux premiers jours sur le forum social de Vandoeuvre-les-Nancy - Présence au pôle Paix - Conférence le 25 - Conférence à la fac de lettres le 26.

Mardi 27 septembre : Paris - Restaurant Le Lieu Dit - 6 rue Sorbier - Paris 20ème à 20h30.

Mercredi 28 septembre : Paris - librairie "Résistances" - 4 villa Compoint - 75017 Paris à 19h.

Pour plus de renseignements, le site du COT : www.cot81.com

Samedi 1er

dimanche 2 octobre

Cuisery (71)

Salon du Livre libertaire. Librairie du chat noir, 19, rue du Pavé. Contact: Brigitte et Roger:

Tel. 03 85 40 05 65.

Jeudi 22 septembre

Toulouse (31)

20 h.Reunion-débat Dix ans après AZF, Risque industriel pour qui, pour quoi ? organisée par le groupe Albert Camus de CGA Toulouse avec Jean-pierre Levaray , auteur de *Putain d'usine*. Salle Ossète - Duratti rue du Lieutenant-Colonel Pélissier (Métro Capitole). http://www.c-g-a.org

Samedi 24 septembre

Nancy (54)

De 9 heures à 18 heures. La Société Max-Stirner et Sciences Po Nancy, en coopération avec le Goethe Institut de Nancy, organisent un symposium sur Stirner et la France avec Tanguy l'Aminot, Philippe Corcuff, Gérard Lecha…). Salle Vienne, 94, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny.

Paris XIe

16h30, Aya Cissoko et Jean-Manuel Trémond alias Nestor Potkine viendront nous rafraîchir la mémoire sur le génocide au Rwanda, les glauques atrocités orchestrées par les puissances ex-coloniales et la doucereuse église catholique. A la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles du Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 25 septembre

Merlieux (02)

Salon du Livre Anarchiste-voir articles dans ce numéro.

Paris XIe

Soirée de soutien à la bibliothèque anarchiste Le Jargon Libre. Rencontre, discussions et musiques avec La Fraction (chanson punk, Paris), Tendance King Kong (punk kong, Paris), Inner Terrestrials (anarchopunk, London). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. PAF : 5 euros.

SUR LA ROUTE

SURVOJE

Avec

LIBRAIRIE
Les Chats noirs
19 rue du pavé

ÉSOPE

1 et 2 Octobre 2011
salon du livre libertaire
à Cuisery
(Saône-et-Loire)

Brigitte et Roger Tél : 03.85.40.05.68